

# Les organisations de la diaspora camerounaise en Allemagne et leur engagement en faveur du développement



L'étude a été réalisée sur mandat du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) par le Programme Migration pour le développement.

De grands déplacements de populations et d'individus s'opèrent actuellement à travers le monde entier : environ 250 millions de personnes vivent aujourd'hui hors de leur pays d'origine. Cela ouvre des opportunités de développement : la diversité et les échanges transfrontaliers favorisent des processus économiques, sociaux et politiques tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil.

Les migrants eux-mêmes deviennent des « bâtisseurs de ponts » entre les pays. Avec leurs savoir-faire, leurs idées, leurs expériences et leurs contacts, ils contribuent à la réalisation de changements durables. Ils aident de diverses manières leurs pays d'origine à relever les défis de l'avenir et participent en même temps à l'évolution des sociétés dans leurs pays d'accueil. Cela engendre d'énormes potentiels pour le développement. Agissant pour le compte du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), nous encourageons l'engagement des migrants originaires de pays émergents et en développement et conseillons nos pays partenaires dans leurs efforts en vue d'utiliser la migration au service du développement durable.

Le Programme « Migration pour le développement » concentre ses activités dans quatre champs principaux :

- Transfert de connaissances par les migrants qualifiés qui retournent dans leur pays
- Coopération avec les associations de migrants
- Création d'entreprises par les migrants
- Conseil en matière de politique migratoire



# Table des matières

1 Introduction	4
2 Clarifications terminologiques et approche méthodologique	5
2.1 Définitions	5
2.2 Recherches en ligne	5
2.3 Interviews téléphoniques	6
3 Migration du Cameroun vers l'Allemagne	7
3.1 Personnes de nationalité camerounaise	8
3.2 Titres de séjour	8
3.3 Répartition géographique et emploi	9
3.4 Naturalisations	9
3.5 Migration pour études	9
4 Politiques des institutions camerounaises à l'égard de la diaspora	11
5 Organisations camerounaises en Allemagne	13
5.1 Types d'organisation des organisations camerounaises recensées	13
5.2 Tour d'horizon des organisations recensées	14
5.2.1 Projets de développement des associations recensées	15
5.3 Tour d'horizon des organisations camerounaises d'Allemagne dont nous avons interviewé des membres	16
5.3.1 Activités particulières des associations en faveur du développement	17
5.3.2 Défis et besoins d'appui	18
5.3.3 Défis au niveau politique et stratégies des associations	18
6 Réseaux et clivages au sein de la diaspora camerounaise en Allemagne	20
6.1 Réseautage et organisations fédératives	20
6.2 Clivages	20
7 Résumé	23
Annexes	25
Bibliographie	29

# 1 Introduction

Depuis une quinzaine d'années, les relations entre migration et développement sont un sujet qui connaît un regain d'intérêt, la préoccupation principale étant de connaître l'impact de l'émigration sur les pays du Sud et de savoir comment atténuer ses conséquences négatives tout en encourageant ses aspects positifs. On porte sur cette thématique un regard plus ou moins optimiste ou pessimiste, qui évolue également dans le temps (cf. Haas 2012 ; Conseil d'experts des fondations allemandes pour l'intégration et la migration 2011). Si les migrantes et migrants peuvent contribuer au développement par leurs transferts de fonds, qui ont fait l'objet de nombreux débats (cf. à titre d'exemple Ratha 2003), ils peuvent aussi y participer par le transfert de connaissances et l'engagement en faveur du développement. Cet engagement s'inscrit souvent dans les « organisations de la diaspora » (cf. Baraulina et coll. 2006).

Depuis 2003, la coopération allemande au développement a intensifié son action dans le domaine de la migration et du développement. La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH a passé commande d'une série d'études pour sonder les « possibilités de coopération » (Riester 2011, p. 275) avec les organisations de la diaspora. Ces études sont généralement consacrées à un groupe d'immigrants particulier en Allemagne et examinent, au sein de cette diaspora, les organisations qui ont des activités de développement (cf. par exemple Schüttler 2007 ; Wolf 2007 ; Ragab et coll. 2013).

Dans la continuité de ces documents, la présente étude, effectuée pour le compte de la GIZ, est consacrée aux organisations et réseaux camerounais en Allemagne. Il faut noter que, malgré sa taille relativement modeste, la diaspora camerounaise en Allemagne joue un rôle très actif en faveur du développement. Ce dynamisme est dû au fait qu'une grande partie des immigrants camerounais sont venus en Allemagne pour se former. Beaucoup d'entre eux ont acquis des diplômes universitaires de haut niveau et peuvent mettre leurs capacités et leur forte motivation au service de cet engagement.

La présente étude, qui s'appuie sur une étude antérieure de 2006 (cf. Schmelz 2007), suit deux axes principaux :

**En premier lieu**, l'étude doit dégager les structures des organisations de la diaspora camerounaise et donner un tableau d'ensemble des associations existantes et de leurs activités en faveur du développement.

**En second lieu**, elle examine les vues politiques des organisations camerounaises et détermine si elles essaient d'exercer une influence sur les évolutions politiques au Cameroun. Elle présentera les clivages éventuels entre les organisations de la diaspora. En effet, les diasporas ne sont pas des entités homogènes et des groupes politisés de la diaspora peuvent attiser ou prolonger les conflits dans leur pays d'origine (cf. Anderson 1992 ; Fahrenhorst et coll. 2009 ; Collier et Hoefler 2002). Il est particulièrement important de tenir compte de ces clivages au moment où un nombre croissant d'experts enjoignent la communauté internationale à ne pas surestimer la stabilité du Cameroun (cf. International Crisis Group 2010b ; Pigeaud 2014). Ainsi, le *International Crisis Group* écrivait en septembre 2014 :

**« The key question for both local and foreign observers of Cameroon is always the same: how will the transition to a post-Biya political landscape play itself out? After 32 years as president, 81-year-old Paul Biya, reelected in 2011 for seven more years at the helm, does not seem ready to leave office in 2018 »** (International Crisis Group 2014:1) (La question pour tous les observateurs de la vie politique camerounaise, qu'ils soient camerounais ou étrangers, est toujours la même : celle de la transition politique post-Biya et de la stabilité du pays. Après 32 années de présidence, Paul Biya, âgé de 81 ans et réélu en 2011 pour un nouveau septennat, ne semble pas prêt à renoncer au pouvoir en 2018<sup>1</sup>).

La présente étude examinera donc aussi comment les organisations de la diaspora camerounaise se positionnent dans cette situation politique et quelles sont leurs activités liées aux conflits.

<sup>1</sup> <http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-centrale/cameroun/b101-cameroon-prevention-is-better-than-cure.aspx>

# 2 Clarifications terminologiques et approche méthodologique

La section suivante définit certains termes utilisés dans l'étude. Nous décrivons ensuite l'approche méthodologique suivie, qui repose dans une large mesure sur des recherches en ligne et des interviews téléphoniques. En complément, nous avons exploité des données statistiques sur l'immigration camerounaise en Allemagne et consulté la littérature secondaire existante.

## 2.1 Définitions

Une organisation est considérée comme organisation de migrants quand une proportion conséquente de ses membres ou des membres de son bureau sont des personnes issues de l'immigration<sup>2</sup>. Pour les besoins de la présente étude, cette proportion est fixée à environ 40 %.<sup>3</sup> Un deuxième critère, tout aussi important, est que les sujets liés à la migration – comme l'attachement biographique aux thèmes de la migration et de l'exode – jouent un rôle dans la vie associative (cf. Stahl 2009 ; Weiss 2013, p. 22 ; Partizipations- und Integrationsgesetz Berlin, paragraphe 6, alinéa 4). Souvent, les recherches sur Internet ont fourni des indices montrant clairement qu'une association regroupait des migrants. Les principaux indices étaient les noms des membres du bureau et le fait que les associations mentionnaient dans leur présentation l'importance du vécu d'immigrés pour l'association et, notamment, sa création. Il s'y ajoute une forte activité en faveur du pays d'origine qui, dans le cas de la présente étude, prend souvent la forme de projets de développement, si bien que l'étude regroupe ces associations sous le terme d'associations de solidarité internationale.<sup>4</sup>

Les trois organisations suivantes ont été incluses dans cette étude bien qu'elles constituent des cas limites :

- » Le premier cas est la division camerouno-allemande d'une association œuvrant pour le développement. Cette division est animée par un Germano-Camerounais qui réalise des projets dans sa région d'origine par l'intermédiaire de

l'association. Sans ses réseaux, ses connaissances et la motivation liée à son parcours personnel, il ne serait pas possible de réaliser les activités actuelles. Les personnes d'origine camerounaise ne constituent toutefois pas une proportion importante des membres de l'association. Eu égard au rôle central joué par ce Germano-Camerounais, nous avons inscrit la division à la liste des associations camerounaises, sans tenir compte de l'ensemble de l'association pour ce qui est des membres et de l'année de création (cf. fig. 9).

- » Le deuxième cas est une organisation camerounaise d'Allemagne de l'Est. La proportion de membres issus de l'immigration se situe autour de 30 %, mais la biographie de son président joue un grand rôle dans son engagement, si bien que nous avons inclus l'organisation dans la liste. Il en va de même pour le troisième cas, qui est une association qui compte seulement 10 % de membres issus de l'immigration.

Pour la définition de l'engagement en faveur du développement, l'étude s'appuie sur Blome et Priller : « action individuelle orientée explicitement ou implicitement sur le modèle du développement durable et œuvrant à une amélioration de la situation des habitants des pays dits en développement. » Il se distingue par « son caractère volontaire et l'absence de but lucratif personnel » et « a généralement lieu dans l'espace public » (Blome et Priller 2013, p. 29 et suiv.).

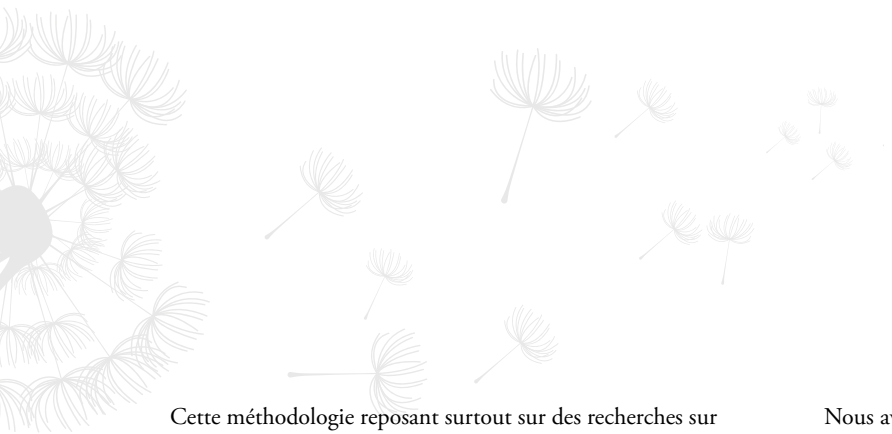
## 2.2 Recherches en ligne

Nous avons dressé une liste d'organisations camerounaises en Allemagne sur la base de recherches en ligne (*mapping*). Dans un premier temps, nous avons cherché à l'aide de différents mots clés sur le Portail d'immatriculation commun des Länder (Gemeinsames Registerportal der Länder) des associations déclarées en rapport avec le Cameroun. Dans un deuxième temps, nous avons lancé des recherches sur Internet pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les organisations ainsi identifiées, recueilli des coordonnées de contact et, quand c'était possible, dressé une liste de projets de développement que nous avons classés par catégories. Ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives, mais peuvent se chevaucher. Par exemple, un projet qui collecte des dons en nature pour un hôpital pour les acheminer au Cameroun entre dans les catégories « dons en nature » et « santé ».

<sup>2</sup> Dans le microrecensement de 2005, l'Office fédéral allemand des statistiques a créé ce terme qui, dit succinctement, désigne les immigrants et les enfants d'immigrants (cf. Office fédéral des statistiques 2011, p. 6).

<sup>3</sup> Dans la littérature, la proportion minimale se situe entre 40 et 70 % (cf. Fahrenhorst et coll. 2009, p. 19 ; Reinecke et coll. 2010, p. 35 ; Diallo 2011, p. 6 ; Reinecke et coll. 2010, p. 35 ; Partizipations- und Integrationsgesetz Berlin, paragraphe 6, alinéa 4). La GIZ et le CIM parlent d'organisation de migrants quand au moins 50 % des membres ou des membres du bureau sont des migrants. On a retenu ici la limite la plus basse afin de pouvoir tenir compte du critère de fond : l'importance des connaissances liées aux expériences de la migration. Pour plus de détails à ce propos, cf. Winterhage 2015.

<sup>4</sup> D'après la classification des champs d'activité adoptée dans l'enquête ZIVIZ (cf. Krimmer 2013), qui se base elle-même sur la Classification internationale des organisations sans but lucratif (cf. manuel des Nations unies).



Cette méthodologie reposant surtout sur des recherches sur Internet a toutefois une tache aveugle : les projets et associations qui ne présentent pas leurs activités sur l'Internet. Il faut donc considérer que les résultats de l'étude donnent seulement une idée générale de la situation.

De cette manière, nous avons établi une liste regroupant 85 organisations qui sont presque toutes des associations déclarées. Certaines organisations étaient déjà connues du donneur d'ordre (26). Nous en avons trouvé d'autres sur le Portail d'immatriculation commun des Länder (25) ou par une recherche sur Internet (18). Nous avons trouvé 11 organisations par des recommandations ou des listes de diffusion et 5 via des réseaux privés.

### 2.3 Interviews téléphoniques

Pour des raisons économiques, nous n'avons pas pu contacter toutes les organisations répertoriées. Nous nous sommes donc concentrés sur les associations qui ont une expérience dans les projets de développement, font état d'un degré plus élevé de professionnalisation et pourraient utiliser les offres de conseil et de promotion du donneur d'ordre. Nous avons donc contacté 45 associations et mené des entretiens avec 16 d'entre elles au début de l'été 2015. Nous avons également mené un entretien avec un expert.

Les questions posées dans les entretiens portaient, d'une part, sur l'association et son engagement (nombre de membres, activités, etc.) et, d'autre part, sur le regard qu'elle porte sur la diaspora camerounaise en Allemagne (réseaux, activités politiques, courants, clivages, etc.). Les entretiens ont duré une heure et demie en moyenne. Un procès-verbal des entretiens a été établi pendant les entretiens ou juste après.

Nous avons parlé avec 17 personnes en tout, dont 16 hommes. On voit que les interlocuteurs au sein des associations et des bureaux sont le plus souvent des hommes bien que, selon les indications, la proportion de femmes se situe à plus de 40 % en moyenne. Toutes les personnes interviewées ont elles-mêmes immigré en Allemagne, deux tiers d'entre elles pour étudier.

Elles sont arrivées entre 1989 et 2010. La majeure partie sont venues dans les années 1990 ou au tournant du millénaire, et la plupart vivent donc en Allemagne depuis une bonne dizaine d'années.

Figure 3 : Les interviews en chiffres



Deux personnes sont venues en Allemagne en tant que réfugiés ; une personne, dans le cadre de la migration de travail. Presque toutes ont terminé leurs études et occupent des postes hautement qualifiés dans des domaines tels que l'ingénierie, l'informatique, l'électrotechnique, le management ou la médecine.

# 3 Migration du Cameroun vers l'Allemagne

En raison de sa diversité ethnique et géographique, le Cameroun est souvent qualifié d'Afrique en miniature. Sa population, de plus de 23 millions d'habitants, se compose de 250 groupes ethniques qui parlent des langues appartenant à 24 groupes linguistiques différents. Sa diversité est donc nettement supérieure à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (cf. Fearon et Laitin 16.2005, p. 2). Les principales religions pratiquées sont le christianisme et les religions locales (40 % chaque) et l'islam (20 %) (cf. CIA Factbook 2015).

Cette diversité ethnique marque l'histoire du pays. D'une part, elle est décrite comme un défi, car la politique doit prendre en compte les identités et les intérêts locaux et il n'existe pas de perspective camerounaise globale ou d'opposition unie, mais le gouvernement camerounais souligne les différences ethniques et ethnicise le paysage politique, comme le décrivent Page, Evans et Mercer :

*« In the Cameroonian case the national government has been shown to have instrumentalized the sentiments associated with home in its own interest [...]. It does so in order to help secure regional power bases and to undermine political rivals by nurturing localist movements and so pre-empting the emergence of any ideologically coherent opposition [...] »* (Page et coll. 2010, p. 346) (Dans le cas du Cameroun, il a été montré que le gouvernement national a instrumentalisé les sentiments locaux dans son propre

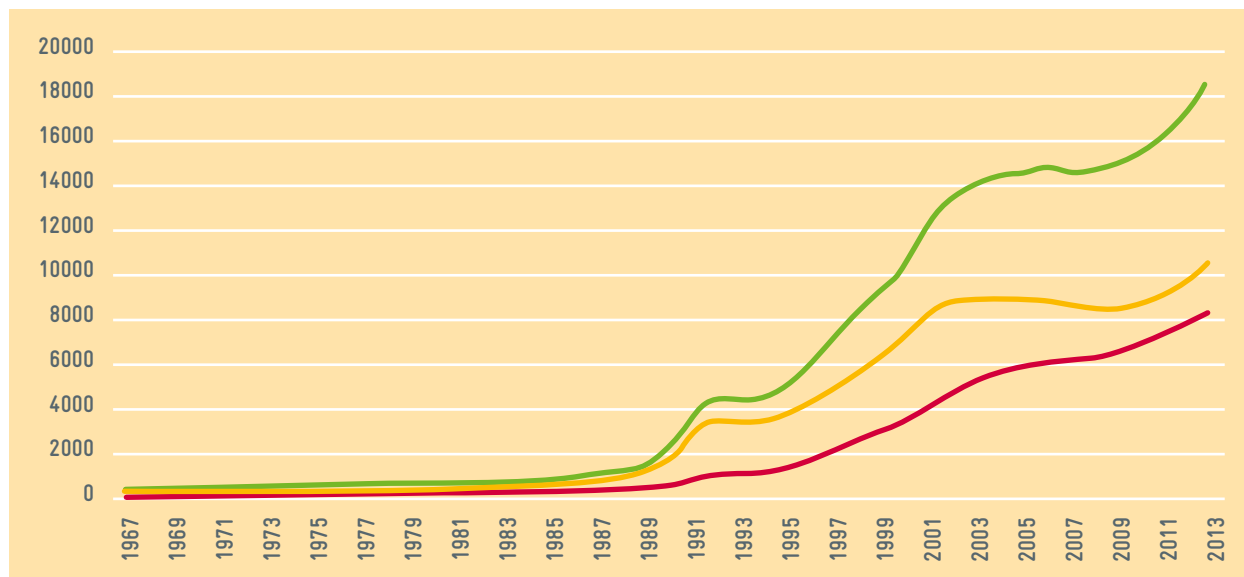
intérêt [...]. Il agit ainsi pour fortifier ses bases de pouvoir régionales et saper ses rivaux politiques en entretenant des mouvements localistes, empêchant ainsi l'éclosion d'une opposition cohérente sur le plan idéologique [...])

D'autre part, pour Fearon et Laitin, la diversité des groupes et des intérêts constitue une source de stabilité politique, car la désunion de l'opposition a évité l'éclatement d'une guerre civile (cf. Fearon et Laitin 2005).

Le Cameroun est à la fois un pays d'immigration et d'émigration : l'immigration vient surtout des pays voisins, tandis que l'émigration se dirige surtout vers l'Europe et la France en particulier. Il existe aussi une migration interne dynamique des zones rurales vers l'espace urbain (cf. OIM 2009). En 2007, le nombre de Camerounais/Camerounaises vivant à l'étranger était estimé à plus de 170 000, dont près de 40 000 en France (DRC d'après OIM 2009). Or, ce sont les personnes hautement qualifiées qui ont le plus tendance à émigrer du Cameroun. Ainsi, la Société médicale camerounaise estime que plus de 4 000 médecins camerounais travaillent à l'étranger, contre 800 qui exercent dans les villes du Cameroun (cf. OIM 2009, p. 24). En même temps, l'émigration non recensée est à la hausse d'après les estimations (cf. International Crisis Group 2010b, p. 13, note 92).

Ci-après, nous allons examiner la migration du Cameroun vers l'Allemagne de plus près et faire un tour d'horizon des statistiques. En résumé : environ 25 000 personnes de nationalité camerounaise ou Camerounais/Camerounaises naturalisés vivent

Figure 2 : Ressortissants camerounais résidant en Allemagne (1967-2014), Office fédéral des statistiques.





en Allemagne. Les formes d'immigration les plus importantes sont la migration pour études, le regroupement familial et les demandes d'asile. La migration pour études joue un rôle capital, si bien que la diaspora camerounaise en Allemagne se compose en grande partie de personnes qui ont suivi des formations universitaires en Allemagne et sont très motivées dans leur engagement (cf. section 3.5).

### 3.1 Personnes de nationalité camerounaise

Actuellement, 18 301 personnes de nationalité camerounaise vivent en Allemagne. L'émigration camerounaise vers l'Allemagne a fait un bond au cours des années 1990 (jusqu'en 2003), puis un autre dans les années 2010 (cf. fig. 2). Pendant longtemps, cette immigration était surtout masculine, mais la proportion de femmes a nettement augmenté et avoisine désormais 44 %. Le corollaire de cette évolution est que la durée de séjour moyenne des femmes (6,3 ans) est légèrement inférieure à celle des hommes (6,9 ans). Les Camerounais/Camerounaises résidant en Allemagne forment une population relativement jeune : l'âge moyen des étrangers vivant en Allemagne dépasse 39 ans, tandis que celui des Camerounais/Camerounaises se situe une dizaine d'années en dessous (femmes : 28,3 ans ; hommes : 28,9 ans).

### 3.2 Titres de séjour

Si l'on analyse les différents titres de séjour détenus par les ressortissants camerounais vivant en Allemagne, il en ressort

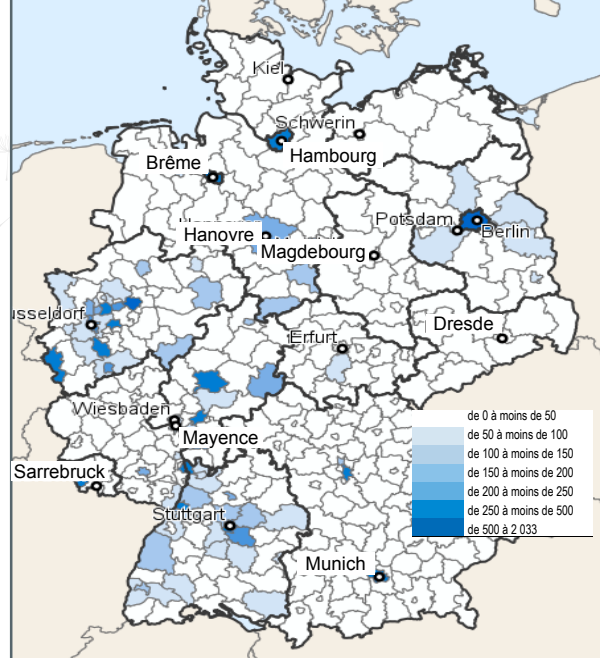
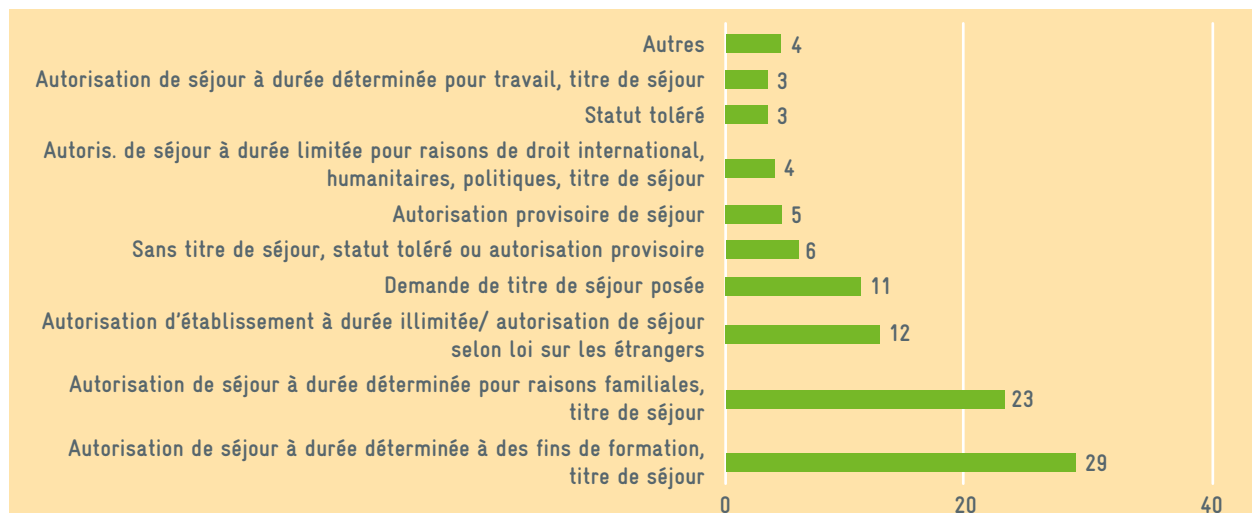


Figure 4 : Répartition géographique des ressortissants camerounais par arrondissements, à la date de référence du 31/12/2014 (Office fédéral des statistiques 2015).

nettement que les principales possibilités de migration sont liées à la formation, au statut de réfugié et au regroupement familial. Près de 30 % ont une autorisation de séjour à durée déterminée pour une formation initiale et 23 % ont une autorisation de séjour à durée déterminée pour raisons familiales. En tout, 12 % ont une autorisation provisoire de séjour dans le cadre d'une procédure d'asile en cours, un statut toléré ou une autorisation de séjour à durée déterminée pour des raisons humanitaires, politiques ou liées au droit international. Seulement 12 % des ressortissants camerounais ont un titre de séjour à durée indéterminée en République fédérale d'Allemagne (Office fédéral des statistiques).

Si l'on examine plus attentivement le nombre de demandeurs d'asile camerounais, il apparaît clairement que le taux de protection est relativement faible : sur les 7 883 Camerounais qui ont déposé une demande d'asile entre 2000 et 2014, 300 ont été reconnus comme réfugiés ou ont obtenu une protection subsidiaire ou un statut toléré. Le taux de protection est donc en deçà de 6 % (Office fédéral des migrations et des réfugiés).

Figure 3 : Titres de séjour sélectionnés de ressortissants camerounais en Allemagne, à la date de référence du 31/12/2014, en % (Office fédéral des statistiques).







### 3.3 Répartition géographique et emploi

La plupart des Camerounais/Camerounaises d'Allemagne vivent dans les Länder de Rhénanie-du-Nord–Westphalie, Bade-Wurtemberg, Berlin et Hesse (cf. fig. 13 en annexe). Ils sont nombreux à Dortmund, Essen, Cologne et Wuppertal (Rhénanie-du-Nord–Westphalie), à Stuttgart, Mannheim et dans l'arrondissement d'Esslingen (Bade-Wurtemberg) et à Francfort, Darmstadt et dans l'arrondissement de Gießen (Hesse). Un nombre relativement élevé de Camerounais/Camerounaises réside aussi à Berlin, Hambourg, Brême et Munich ainsi que dans l'arrondissement de Sarrelouis (cf. fig. 4 ; pour une liste par arrondissement, voir fig. 14 en annexe).

Seule une faible partie des ressortissants camerounais vivant en Allemagne est à la recherche d'un emploi ou sans emploi. Ainsi, en avril 2015, 2 241 ressortissants camerounais étaient enregistrés comme demandeurs d'emploi et 1 131 comme chômeurs auprès de l'Agence fédérale pour l'emploi.<sup>5</sup>

### 3.4 Naturalisations

Entre 1980 et 2000, 6 521 Camerounais/Camerounaises ont acquis la nationalité allemande (Office fédéral des statistiques ; Schmelz 2007). Le nombre de naturalisations par an est passé, par exemple, de 140 en 2000 à près de 1 000 en 2013. Il est difficile de déterminer le nombre de personnes de nationalité camerounaise en situation irrégulière et le nombre de personnes dont les parents ont la nationalité camerounaise, mais qui n'ont pas elles-mêmes de passeport camerounais.<sup>6</sup>

### 3.5 Migration pour études

Parmi les étrangers venus se former dans les établissements d'enseignement supérieur allemands, les étudiants camerounais constituent le neuvième groupe le plus important en tout, le groupe subsaharien le plus important et le deuxième groupe du continent africain après les étudiants marocains (cf. fig. 12 en annexe). Au semestre d'hiver 2012/13, près de 6 000 étudiants camerounais étaient inscrits en Allemagne (cf. fig. 12 en annexe).

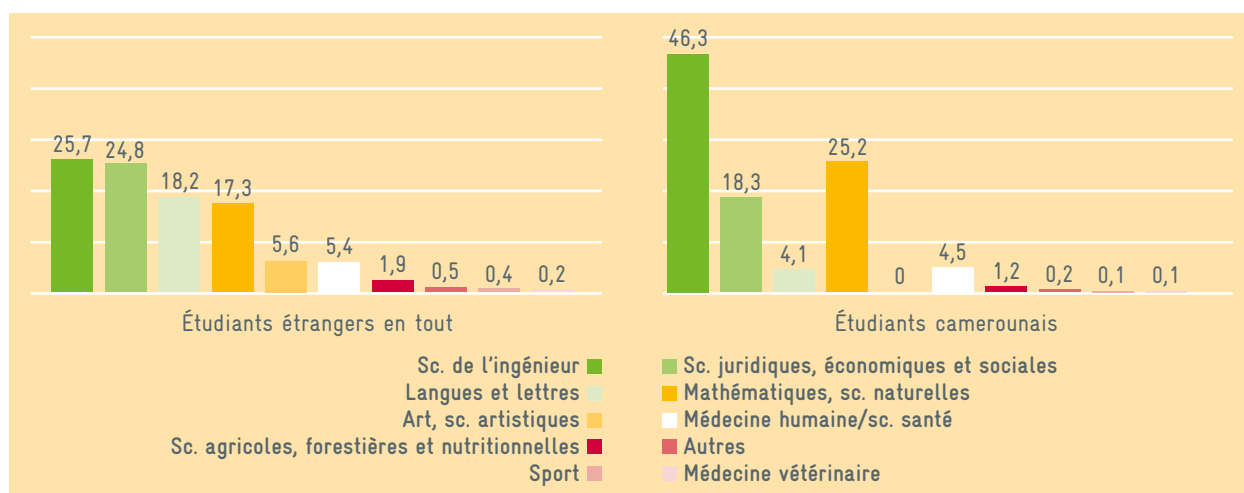
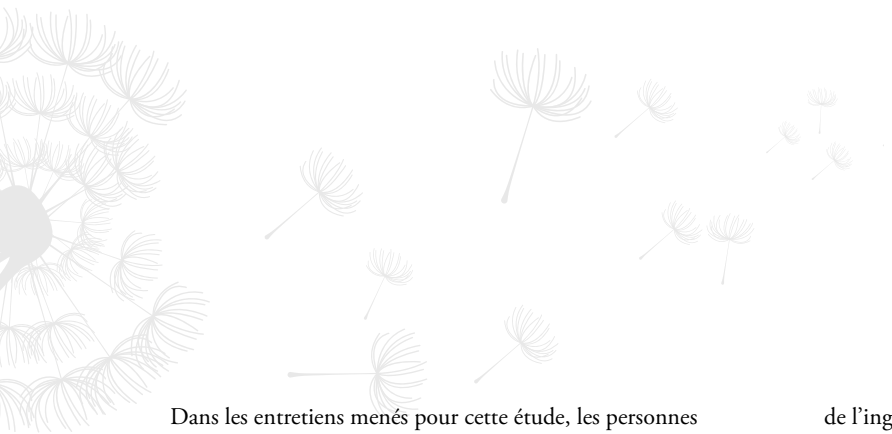


Figure 5 : Étudiants camerounais et total des étudiants étrangers, par filières, en pourcentage (semestre d'hiver 2012/13)

<sup>5</sup> Pour les statistiques de l'emploi, sont considérées comme sans emploi les personnes qui « ne sont pas dans une relation d'emploi temporairement ou travaillent moins de 15 heures par semaine, recherchent un emploi assujéti à l'assurance sociale et sont à la disposition de l'agence pour l'emploi en vue d'un placement et se sont inscrites comme sans emploi auprès d'une agence pour l'emploi. [...] Les personnes participant à des mesures de politique active en matière de marché du travail ne sont pas [considérées comme] sans emploi. » Le terme de « demandeur d'emploi » est plus large et, en plus des personnes sans emploi, englobe les personnes qui recherchent un emploi bien qu'elles exercent déjà une activité, mais reçoivent un complément en raison de leurs revenus modestes ou participent à une mesure de marché de l'emploi (Agence fédérale pour l'emploi 2004, p. 2 et suiv.).

<sup>6</sup> Le microrecensement, qui comptabilise les personnes issues de l'immigration, ne peut pas fournir d'indications différenciées pour une population aussi réduite que la communauté camerounaise.



Dans les entretiens menés pour cette étude, les personnes interviewées ont cité deux raisons qui pourraient expliquer cette forte présence d'étudiants camerounais : d'une part, le baccalauréat camerounais est reconnu en Allemagne depuis la moitié des années 1990 (par suite du lobbying mené par une association camerounaise de médecins en Allemagne selon une des personnes interviewées) ; d'autre part, le Cameroun a accordé pendant un certain temps des bourses pour des études à l'étranger.

Si l'on compare la répartition des étudiants étrangers dans les différentes filières avec celle des étudiants camerounais, il apparaît que ces derniers ont une prédilection pour les sciences

de l'ingénieur ainsi que les mathématiques et les sciences naturelles : près de la moitié d'entre eux a choisi des études de sciences de l'ingénieur et un quart des études de mathématiques et de sciences naturelles.

Les établissements d'enseignement supérieur qui attirent le plus d'étudiants camerounais sont la haute école technique de Mittelhessen, la haute école de Darmstadt, qui comptent chacune près de 300 étudiants camerounais, ainsi que la haute école spécialisée de Fulda, où 220 étudiants camerounais sont inscrits (cf. fig. 6 ; pour les différentes filières, voir les figures 15 à 19 en annexe).

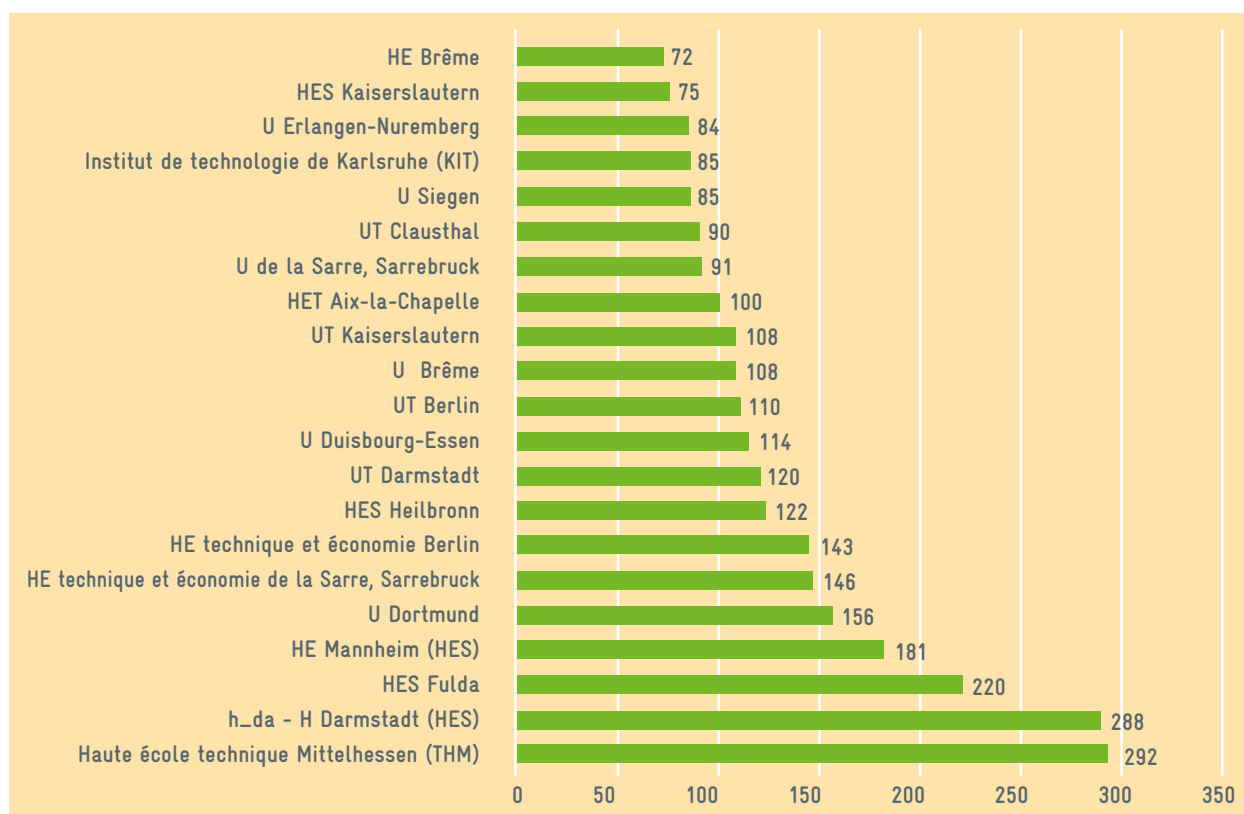


Figure 6 : Les 20 établissements d'enseignement supérieur comptant le plus grand nombre d'étudiants camerounais, en chiffres absolus (semestre d'hiver 2012/13)

# 4

## Politiques des institutions camerounaises à l'égard de la diaspora

Selon une évaluation de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de 2009, les tentatives de l'État camerounais de mobiliser le potentiel de la diaspora en étaient « à leurs débuts » (OIM 2009 : 24). Schmelz est du même avis, ainsi que les personnes interviewées pour cette étude (cf. Schmelz 2007 : 11). Le tour d'horizon ci-après des approches identifiables d'une politique du Cameroun à l'égard de la diaspora confirme cette évaluation pour l'année 2015.

Le premier pas du Cameroun vers sa diaspora était un forum économique de la diaspora sur les investissements au Cameroun prévu en 2007, mais qui n'a pas eu lieu. À cela s'ajoute, à l'été 2007, une initiative de modernisation des institutions camerounaises de l'enseignement tertiaire pour permettre le transfert de connaissances (cf. Schmelz 2007 : 11). Depuis, le gouvernement camerounais a fait plusieurs tentatives pour remanier sa politique migratoire afin de mieux intégrer les aspects du codéveloppement.<sup>7</sup> Ainsi, depuis 2007, il existe un groupe de travail interministériel qui traite des questions de migration et de développement.<sup>8</sup> Dans le domaine de la migration irrégulière, le groupe de travail interministériel a coopéré avec l'OIM. Le ministère des Affaires étrangères en est le chef de file et doit collecter les propositions des institutions participantes sur des sujets importants dans le domaine de la migration et du développement (cf. OIM 2009 : 75). Depuis 2005, le ministère des Affaires étrangères a créé un service des Camerounais à l'étranger qui, selon une personne interviewée, a reçu récemment le statut de sous-division. Il faut toutefois considérer que les ministères ne jouent pas un rôle comparable à leurs homologues allemands parce que la position du président et de son administration est très forte.

Depuis 2008, des forums annuels de dialogue sont organisés pour offrir un « espace de réflexion et d'action entre les Camerounais de l'étranger, le gouvernement, les entreprises et d'autres partenaires ».<sup>9</sup> Ils sont organisés par l'organisation suisse *Camerounians Skills Abroad Network* (Casa-Net) qui est soutenue par le ministère camerounais des Affaires étrangères et le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. D'autres ministères qui ne sont pas représentés dans le groupe de travail interministériel sur la migration y sont également impliqués. À ce jour, Casa-Net regroupe près de 20 associations, pour la plupart européennes, dont quatre associations camerounaises d'Allemagne. Une personne interviewée qui était engagée dans Casa-Net décrit sa déception vis-à-vis de ce forum, indiquant qu'à part un échange d'idées, il n'aurait guère conduit à des réalisations concrètes.

Selon une personne interviewée, le ministère des Affaires étrangères est en concurrence avec le ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation en ce qui concerne la compétence primaire pour la diaspora. Fin octobre 2009, le ministère de la Recherche scientifique avait adopté le slogan « Le rôle de la diaspora camerounaise dans le développement durable du Cameroun » pour les Journées d'excellence de la recherche scientifique et de l'innovation au Cameroun (JERSIC). Dans ce cadre, l'Association allemande des ingénieurs et informaticiens camerounais (VKII e. V.) avait reçu un prix de 7 500 € pour la diaspora camerounaise. Ce prix récompensait, selon une personne interviewée, surtout le travail fourni par l'association en amont des Journées d'excellence, avec l'organisation d'un symposium sur les énergies renouvelables début octobre 2009.<sup>10</sup> Récemment, la ministre de la Recherche scientifique, Madeleine Tchuinte, a fait ressortir le rôle positif joué par la diaspora et souligné que le Cameroun avait une « diaspora compétente et patriote ».<sup>11</sup>

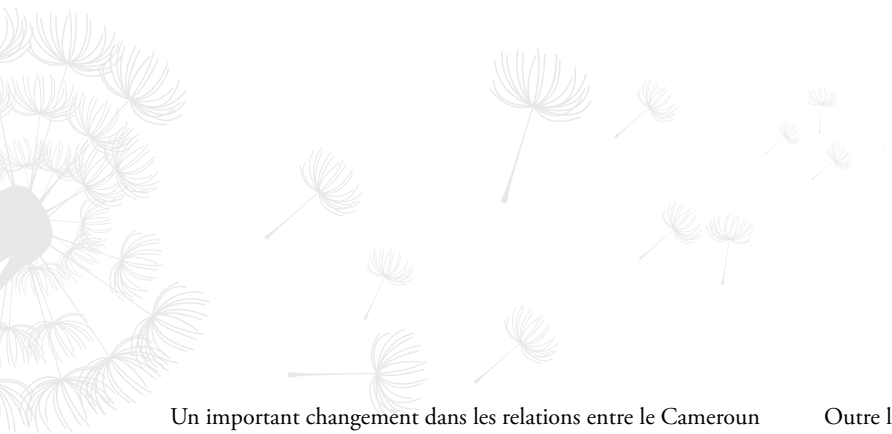
7 Le terme de « codéveloppement », usuel en France depuis la fin des années 1990, désigne des stratégies qui visent à lier la migration et le développement de manière à ce que la migration facilite les processus de développement (cf. S. Nain, S., *Rapport de bilan et d'orientation sur la politique de codéveloppement liée aux flux migratoires, Mission interministérielle Migrations/ Codéveloppement, ministère des Affaires étrangères et européennes*. 1997, cf. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/984000139/index.shtml> (accès le 2/5/2015).

8 Le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministère du Travail, le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la Direction générale de la sécurité nationale, le ministère de la Justice, le ministère de la Santé et le ministère des Affaires sociales.

9 DAVOC, *Termes de référence*, Yaoundé, du 22 au 23/8/2013.

10 À l'occasion des JERSIC 2009, la VKII a reçu le prix de la diaspora des mains de Mme Madeleine Tchuinte, [www.vkii.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=273&Itemid=1](http://www.vkii.org/index.php?option=com_content&task=view&id=273&Itemid=1) (accès le 27/5/2015).

11 Cameroun : Madeleine Tchuinte : « Nous avons une diaspora compétente et patriote », <http://www.camer.be/41195/11:1/cameroun-madeleine-tchuinte-nous-avons-une-diaspora-competente-et-patriote-cameroun.html> (accès le 13/5/2015).



Un important changement dans les relations entre le Cameroun et sa diaspora est que, depuis 2011, les Camerounais de l'étranger peuvent voter aux élections présidentielles dans les consulats et ambassades. Selon certaines personnes interviewées, une des raisons pour lesquelles le parti au pouvoir a gagné les élections au sein de la diaspora en Allemagne est que les partisans de l'opposition auraient été plus nombreux à s'abstenir. La double nationalité n'est pas possible à ce jour.

Dans l'ensemble, les interlocuteurs posent un regard critique sur les tentatives faites par l'État camerounais pour impliquer la diaspora. Selon eux, jusqu'à présent, les déclarations faisant état de la volonté d'utiliser davantage les potentiels de la diaspora en sont restées à des généralités et n'ont pas débouché sur des activités concrètes. Ainsi, le service compétent du ministère des Affaires étrangères ne disposerait pas de ressources suffisantes pour nouer des contacts et prendre des initiatives concrètes. Selon un expert, il en irait de même pour un programme de retour réalisé officiellement par l'Agence pour l'emploi. Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) serait le seul parti à avoir reconnu l'importance de la diaspora et à en tenir compte dans son programme.

Outre la pénurie de ressources, le fait qu'il y ait si peu de tentatives d'impliquer concrètement la diaspora pourrait avoir des causes sociales. Plusieurs interlocuteurs affirment que le gouvernement considère la diaspora avec scepticisme parce qu'il la soupçonne d'être critique à son égard – surtout dans « l'Ouest » démocratique. En outre, l'idée de diaspora reste, pour des raisons historiques, associée à celle d'exil politique. En effet, la lutte pour l'indépendance vis-à-vis de la France a été menée en partie depuis l'exil (cf. Fearon/Laitin 2005 : 7). Aussi la diaspora est-elle perçue comme un risque potentiel par le gouvernement. Une distinction est établie entre la diaspora utile et celle qui ne l'est pas. Cette dernière est vue comme un risque incontrôlable et soupçonnée de vouloir gagner en influence depuis les pays démocratiques. La menace posée par l'organisation terroriste Boko Haram dans le nord du Cameroun tend pourtant à unir les Camerounais/Camerounaises à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays.<sup>12</sup> En même temps, il ne semble pas que ces événements provoquent une mobilisation de la diaspora, car les personnes interviewées n'ont pas mentionné que la diaspora ait fait des collectes de dons d'une certaine ampleur pour les zones concernées ou mené d'autres actions.

---

12 Salomon Ewane : *Boko Haram : le Cameroun et sa diaspora derrière Paul Biya et l'armée*, dans : *News du Camer*, <http://newsducamer.com/index.php/societe/item/4523-boko-haram-le-cameroun-et-sa-diaspora-derri%C3%A8re-paul-biya-et-l%E2%80%99arm%C3%A9e> (accès le 27/5/2015).

# 5 Organisations camerounaises en Allemagne

La section ci-après passe en revue le paysage des organisations camerounaises en Allemagne. Dans un premier temps, on présentera les formes d'organisation les plus habituelles sur la base des évaluations et descriptions des personnes interviewées. On donnera ensuite un aperçu des caractéristiques des organisations recensées et des organisations ayant accordé des entretiens.

## 5.1 Types d'organisation des organisations camerounaises recensées

Cette section présente différents types des organisations camerounaises (les organisations fédératives et les réseaux sont décrits à la section 8.1). Sur la base des interviews et des recherches sur Internet, on a répertorié les types suivants :

### > Associations camerounaises pour la culture et l'intégration/associations ethnorégionales

Les associations culturelles camerounaises regroupent les Camerounais/Camerounaises d'une ville ou région d'Allemagne. Elles se concentrent souvent sur les manifestations culturelles, l'entraide et le sport. Une vingtaine de ces associations culturelles sont regroupées au sein du *Challenge camerounais* (cf. section 8.1). Dans de nombreux cas, elles privilégient les questions d'intégration. Souvent, ces associations réunissent des Camerounais/Camerounaises originaires de la même région et servent généralement à préserver l'héritage culturel ainsi que la langue commune et d'autres traditions. Au cours des entretiens, il est apparu que, dans bien des cas, ces associations font aussi fonction de caisse de solidarité et de modèle d'épargne. Il n'est pas rare qu'elles réalisent de petits projets de développement ou collectent des dons à des fins caritatives au Cameroun.

### > Solidarité internationale

Les associations qui se consacrent à la solidarité internationale se concentrent sur les projets de développement au Cameroun.

### > Associations professionnelles

Les associations professionnelles mettent en relation les Camerounais/Camerounaises qui exercent la même profession. Les exemples les plus connus sont l'Association des ingénieurs et informaticiens camerounais (VKII) et l'association de médecins Camfomedics. Ces organisations ne se limitent pas à favoriser le réseautage et les échanges d'ordre professionnel, elles réalisent aussi des projets de développement et facilitent le transfert de connaissances vers le Cameroun.

### > Associations et initiatives étudiantes

Dans certains établissements d'enseignement supérieur, des étudiants camerounais ont créé des associations et des groupes qui mettent l'accent sur la convivialité, le soutien mutuel et l'information sur la vie estudiantine. Là aussi, dans de nombreuses associations, les activités communes débouchent sur des axes ou projets de développement.

Les types cités jusqu'à présent sont les plus habituels. En RFA, il existe en particulier un grand nombre d'associations culturelles et ethniques. À cela s'ajoutent les formes d'organisation suivantes, représentées par un petit nombre d'associations :

### > Associations d'anciens élèves/d'élite

Au Cameroun, il existe des organisations, notamment des associations d'anciens élèves de lycées cotés, qui constituent un important instrument de réseautage des élites. Dès 1998, Nyamnjoh et Rolands avaient mis en relation la genèse de ces organisations et la diaspora : ainsi, l'association des anciens élèves du lycée Sasse a été créée par des personnes revenues au Cameroun après avoir terminé leurs études aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Au début des années 1990, une antenne de l'organisation d'élite Laakam, associée aux Bamiléké, a été créée à Francfort-sur-le-Main (cf. Nyamnjoh et Rowlands 1998). Selon les informations fournies par certaines personnes interviewées, ces associations jouent aussi un rôle de plus en plus important en Allemagne. Par exemple, la *Sasse Old Boys Association* (SOBA) a une antenne en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et organise des rencontres assez importantes.

### > Coopératives

En 2011, des Camerounais/Camerounaises ont créé une coopérative camerounaise en Allemagne, ce qui est une forme d'organisation innovante. Le but est de recueillir des ressources par la vente de parts de coopérative et de les investir dans des projets favorisant le développement au Cameroun. La première phase de la prospection des membres, selon un membre de la coopérative que nous avons interviewé, est désormais terminée, si bien que la coopérative prévoit actuellement de se lancer dans les premiers projets et d'établir des relations avec des partenaires camerounais.



### › Antennes de partis camerounais

Nos recherches sur Internet nous ont permis de trouver quelques antennes de partis camerounais et certaines personnes interviewées en confirment l'existence.<sup>13</sup> Ci-après, nous examinerons plus en détail le RDPC (parti au pouvoir) et le MRC (nouveau parti d'opposition) sur lesquels nous avons obtenu des informations plus précises par le biais d'interviews et de recherches sur Internet.

#### *Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais, RDPC – parti actuellement au pouvoir*

Même si ni le registre en ligne des associations ni une recherche sur Internet ne révèlent la présence du RDPC en Allemagne, certaines personnes interviewées affirment qu'il y existe une antenne du parti, qui a été sporadiquement active. Une personne interviewée raconte qu'elle en est devenue membre dans l'espoir de relayer la perspective critique de la diaspora dans le parti et de faire connaître le potentiel de la diaspora. Au cours des dernières années, deux réunions se sont tenues à Berlin et à Hambourg : en 2008/2009, un événement public qui a attiré de nombreuses personnes a reçu la visite d'un député au parlement camerounais ; la deuxième rencontre, en 2011, a réuni une poignée de participants à huis clos autour du ministre de l'Économie. Là aussi, ils ont tenté, selon notre interlocuteur, de transmettre l'opinion et les perspectives de la diaspora. Ils ont toutefois ressenti une absence d'intérêt véritable pour le savoir-faire et les opinions de la diaspora. On attendait surtout d'eux qu'ils viennent pour applaudir. Depuis, les activités sont au point mort.

#### *Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, MRC – nouveau parti d'opposition*

Selon certaines personnes interviewées, le MRC, dirigé par Maurice Kamto, est un parti qui prend au sérieux les potentiels et les besoins de la diaspora. L'antenne allemande du MRC a un site Web bien entretenu.<sup>14</sup> Deux personnes interviewées signalent que le MRC est actif en Europe et en Allemagne. Par exemple, le directoire du MRC aurait passé une semaine en Allemagne dans le cadre d'une tournée européenne en juin 2015.

Son objectif est d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation actuelle du Cameroun, en particulier dans la perspective des élections de 2018. Une personne interrogée raconte qu'elle a aidé le MRC à nouer des contacts avec les partis, la société civile et les milieux scientifiques en prévision du séjour en Allemagne. Une deuxième personne envisage de participer aux événements. Par contre, d'autres personnes sont peu informées des activités du MRC en Allemagne et ne savent rien de la visite de représentants du MRC en Allemagne.

### 5.2 Tour d'horizon des organisations recensées

Au total, nous avons recensé 85 associations camerounaises dont nous avons les coordonnées de contact. Les associations qui se dédient à la solidarité internationale sont les plus nombreuses (37), suivies par celles qui se consacrent à la culture et à l'intégration ou associations ethniques. Il faut toutefois préciser que les associations de solidarité internationale sont probablement plus visibles sur l'Internet et que les réseaux ethniques n'ont pas toujours le statut d'associations déclarées. On peut donc supposer que les méthodes appliquées pour cette étude (recherche sur Internet/portail d'immatriculation des Länder) induisent une distorsion et une surreprésentation des associations de développement.

En troisième position viennent les associations d'étudiants (14), dont deux réseaux d'anciens élèves d'écoles d'élite camerounaises. Les associations professionnelles (3), les fédérations et les réseaux (2) ainsi que les coopératives (1) sont nettement moins nombreuses, mais représentent des accès et des acteurs importants dans le domaine en raison de leurs effectifs, de leurs relations, de leur professionnalisme et de leurs approches novatrices.

<sup>13</sup> Union Démocratique du Cameroun e.V., enregistré à Essen, Social Democratic Front Germany e.V., enregistré à Aix-la-Chapelle.

<sup>14</sup> <https://mrcgermany.wordpress.com>.

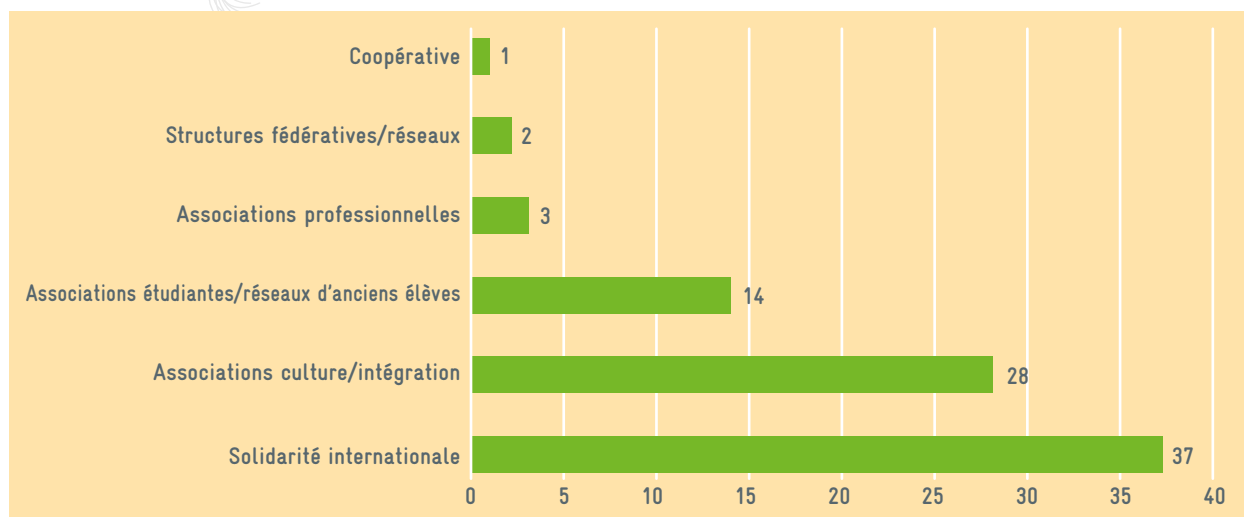


Figure 7: Types d'organisation, toutes les organisations recensées (N = 85)

**Répartition géographique :** dans la mesure du possible, nous avons affecté les organisations au Land où elles sont enregistrées ou bien à celui où elles ont leur siège et réalisent la plupart de leurs activités. Nous ne l'avons pas fait pour les associations qui sont actives sur tout le territoire fédéral et fonctionnent en réseau. L'image qui s'en dégage montre clairement que les associations camerounaises sont concentrées en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (20), suivie de la ville-État de Berlin (13), des Länder de Hesse (11), Bade-Wurtemberg (10) et Basse-Saxe (5) et de la ville hanséatique de Hambourg (4). Nous avons recensé une seule organisation dans chacun des Länder de Thuringe, Bavière, Brandebourg, Brême et Saxe.

**Âge :** l'âge moyen des organisations dont l'année de création est connue (dans presque tous les cas, l'année d'enregistrement de l'association) est de 9 ans. La plupart des organisations ont été créées entre 2000 et 2009 (31), 13 associations ont été créées après 2010. Cinq associations remontent aux années 1990 : l'association la plus ancienne existe depuis 1990.

### 5.2.1 Projets de développement des associations recensées

Les organisations de la diaspora camerounaise s'engagent sous des formes multiples. Djoumessi établit une distinction entre les créations d'entreprise, les projets sociaux et le transfert de connaissances (Djoumessi 2014, p. 269). Les activités des associations recensées se concentrent sur les projets sociaux et le

transfert de connaissances. Pour nous faire une idée d'ensemble des priorités de ces organisations, nous avons réparti leurs projets en 13 grandes catégories (cf. fig. 8). Les projets considérés sont des projets terminés ou en cours qui ont été décrits par les personnes interviewées ou sont présentés sur les sites Web des organisations. Sur ces sites, nous avons laissé de côté les projets seulement prévus ou les simples présentations de priorités ne fournissant pas de précisions sur des projets concrets. La plupart des projets ont été affectés à **plusieurs catégories** : par exemple, un projet qui recueille des dons en nature pour une école a été assigné aux catégories « infrastructures scolaires » et « dons en nature ». Les catégories ne sont donc pas mutuellement exclusives et se rapportent à des niveaux différents (méthodes, comme les dons en nature ou le transfert de connaissances, et thématiques, comme la santé ou l'énergie). Ce système de catégories pourrait être affiné, mais il suffit pour donner une vue d'ensemble des domaines privilégiés par la diaspora camerounaise.

La plupart des projets réalisés au Cameroun concernent les **infrastructures scolaires** : ils collectent souvent des dons en nature pour des écoles, soutiennent la construction ou la rénovation d'une école ou parrainent des élèves pour financer leurs frais de scolarité. Souvent, les écoles aidées se trouvent dans des zones rurales. Un grand nombre d'associations recueillent des **dons en nature**, surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé, en ciblant souvent certaines familles défavorisées. Le

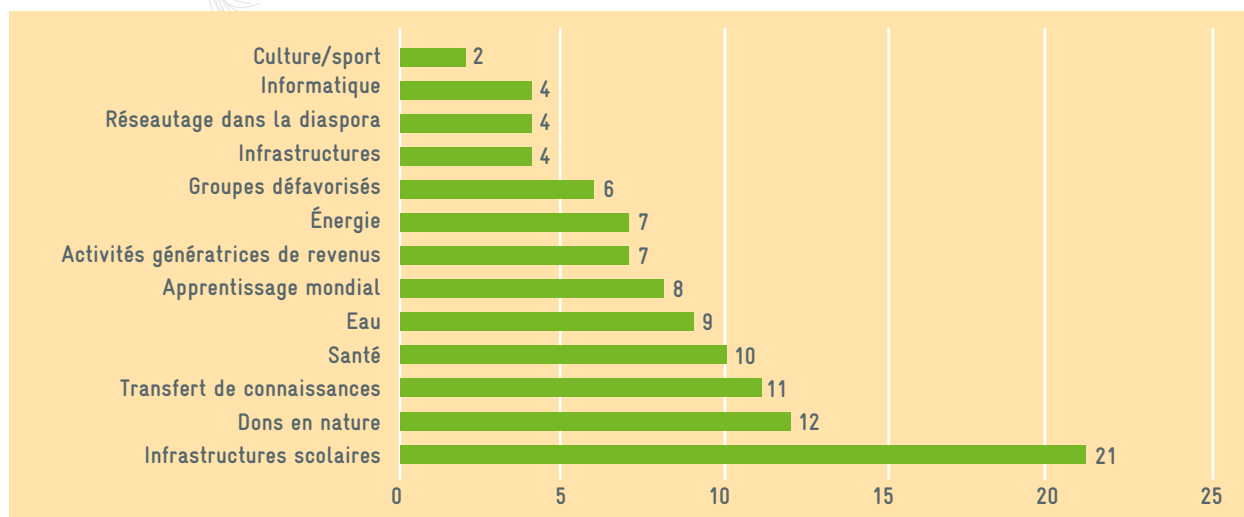


Figure 8 : Projets de développement des organisations recensées, par thèmes (plusieurs affectations possibles)

transfert de connaissances joue un rôle explicite dans de nombreux projets. Par exemple, une association récupère des échographes et forme le personnel qui les utilisera au Cameroun. De nombreux projets visent à améliorer l'accès de la population rurale aux services de santé primaires et la vulgarisation sur des sujets tels que le VIH ou le paludisme. Une forte proportion des personnes engagées dans ce domaine ont étudié la médecine en Allemagne et mettent leurs connaissances et leurs réseaux au service de projets au Cameroun. D'autres thématiques importantes sont bien représentées (accès à l'eau potable salubre et approvisionnement en énergie, notamment énergies renouvelables), tandis qu'il y a peu de projets dans le domaine de l'informatique. Les activités génératrices de revenus concernent souvent des projets réalisés dans l'espace rural comme la création d'un atelier de couture ou la formation en apiculture ou en production agricole. Un projet sur le « commerce équitable » figure également dans cette catégorie. Certaines activités s'adressent aux groupes sociaux défavorisés comme les femmes, les personnes âgées, les personnes présentant un handicap ou les orphelins. Un petit nombre de projets visent à améliorer les infrastructures locales dans les zones rurales, par exemple les routes. Il n'y a guère de projets dans le domaine de la culture et du sport. Les projets réalisés au Cameroun se concentrent souvent sur une région ou un village. Les projets menés en Allemagne englobent des manifestations en rapport avec l'apprentissage global, souvent proposées dans des écoles, ou le réseautage au sein de la diaspora.

### 5.3 Tour d'horizon des organisations camerounaises d'Allemagne dont nous avons interviewé des membres

Nous avons eu des interviews avec des représentants de 16 associations. La plupart d'entre elles ont un maximum de 20 membres ou un maximum de 50 membres (cf. fig. 9). La proportion de femmes est supérieure à 40 % en moyenne. La majorité des associations (8) œuvrent dans le domaine de la solidarité internationale. Ensuite viennent les associations culturelles (4) et les associations professionnelles (2) (cf. fig. 10). Huit associations ont une forte proportion (70 % à 100 %) de membres issus de l'immigration camerounaise. Dans quatre associations, cette proportion se situe entre 40 % et 69 % ; dans deux associations, entre 10 % et 39 %. L'association la plus ancienne a été créée en 1990 ; la plus jeune est en cours d'enregistrement. En moyenne, les associations existent depuis neuf ans.

À part deux associations, toutes fonctionnent exclusivement avec des bénévoles. Récemment, une association a créé un poste d'assistant du bureau à dix heures hebdomadaires, qui est financé par les cotisations des membres. La seconde association fonctionne avec quatre personnes rémunérées, dont deux sont financées par des mesures de création d'emploi d'intérêt collectif via l'Agence fédérale allemande pour l'emploi.



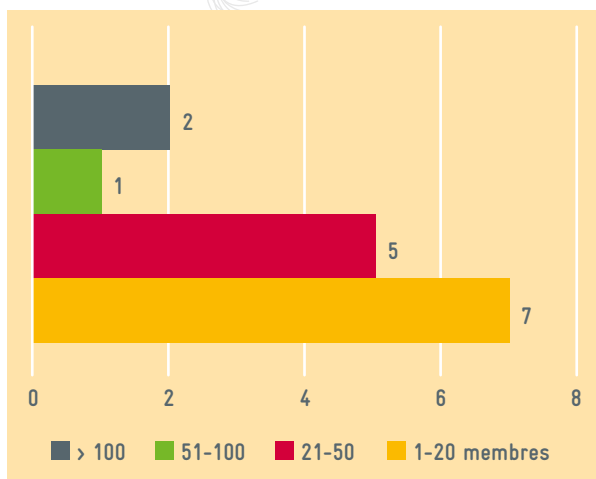


Figure 9 : Nombre de membres des associations couvertes par les interviews (N = 15)<sup>15</sup>

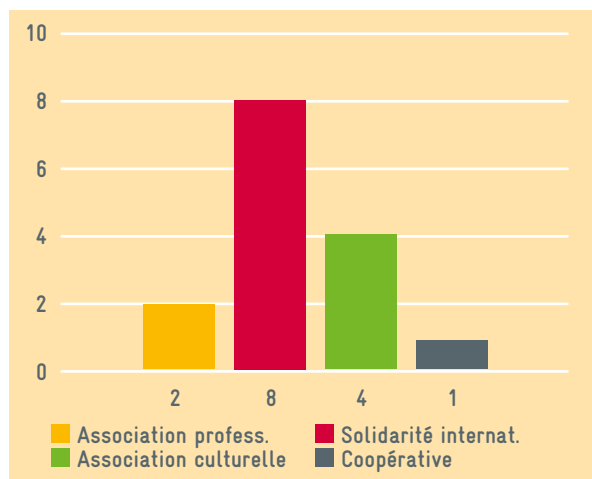


Figure 10 : Types des associations dont nous avons interrogé des représentants (N = 15)

### 5.3.1 Activités particulières des associations en faveur du développement

Nous présentons ci-après des activités des organisations de la diaspora en faveur du développement qui prennent des formes particulièrement innovantes.

#### Coopérative

La coopérative camerounaise fondée en Allemagne il y a quatre ans a pour but d'encourager des projets de développement. Actuellement, elle prévoit de créer une plantation d'une variété d'arbres spéciale donnant du bois pour l'exportation et de la biomasse pour la production d'énergie. Elle prévoit également de faciliter la création d'entreprises au Cameroun par l'octroi de microcrédits. Les ressources financières proviennent des apports des sociétaires, qui sont majoritairement des Germano-Camerounais/Camerounaises. L'objectif à long terme est de devenir une banque.

#### Représentation de l'Ordre des médecins du Cameroun

Une association de médecins camerounais qui s'engage depuis longtemps dans le secteur de la santé au Cameroun a imposé un certain nombre de changements structurels. Au cours des années 1990, l'association a obtenu que le baccalauréat camerounais soit reconnu en Allemagne. Pour que les personnes

étudiant la médecine en Allemagne puissent accomplir un stage reconnu au Cameroun, l'association a obtenu que le Cameroun dresse une liste de centres hospitaliers universitaires.

Récemment, l'association a réussi, en coopération avec l'Ordre des médecins du Cameroun, à établir une représentation de l'Ordre des médecins du Cameroun en Allemagne. Cette représentation est assurée par un membre élu de l'association qui peut vérifier la qualification professionnelle des médecins que l'association emploie dans des projets au Cameroun, afin d'accorder des autorisations professionnelles pour le Cameroun. La représentation en Allemagne facilite et accélère grandement le processus de reconnaissance tout en réduisant son coût. Actuellement, des démarches sont faites pour mettre l'Ordre des médecins du Cameroun en relation avec l'Ordre des médecins allemand. L'Ordre des médecins allemand est sensibilisé à la question du *care drain*. En outre, la représentation de l'Ordre des médecins du Cameroun en Allemagne veut offrir aux médecins souhaitant revenir s'établir durablement au pays une possibilité simple de faire reconnaître leur qualification. La représentation de l'Ordre des médecins pourrait faciliter cette procédure grâce à sa licence de reconnaissance et ses relations avec des hôpitaux.

<sup>15</sup> Une association est actuellement inactive. Une autre association est en réalité une division composée de migrants et d'Allemands au sein d'une association non composée de migrants et n'est donc pas comptabilisée.



### 5.3.2 Défis et besoins d'appui

Nous présentons succinctement ci-après les défis et les besoins d'appui décrits par les personnes interviewées en ce qui concerne leur travail.

**Limites du bénévolat :** les associations actives, dont les activités de développement gagnent en ampleur et en complexité et qui collectent des fonds pour leurs projets, arrivent aux limites de ce qui peut être fait par le bénévolat. Elles sont nombreuses à exprimer une demande d'appui structurel institutionnel.

**Communication interculturelle :** certaines personnes interrogées ont décrit certaines difficultés de communication : après des années passées en Allemagne, elles sont en décalage avec les usages camerounais. Par exemple, elles ont pris l'habitude de formuler franchement leurs critiques, ce qui n'est pas habituel au Cameroun et peut être offensant. Le problème est que l'engagement est perçu comme venant « d'en haut ». Il est indispensable d'intégrer les expériences sur le terrain pour aboutir à une coopération d'égal à égal. En même temps, il arrive souvent sur le terrain que les attentes augmentent au fur et à mesure que les prestations s'améliorent.

**Défis habituels du travail associatif :** il faut recruter et motiver les membres, financer des idées de projet et planifier à court terme, parce qu'on fonctionne uniquement avec des financements de projet. En outre, les associations de migrants connaissent une évolution générale : les jeunes générations préfèrent des formes d'engagement plus souples. Ce « nouvel engagement », pour employer le terme des spécialistes, a un horizon temporel court et est lié à des thèmes, pas à des organisations. Les personnes ne voient pas leur engagement comme une action désintéressée, mais comme une occasion d'élargir des compétences, de constituer des réseaux et d'acquérir des expériences semi-professionnelles (cf. entre autres Braun 2008, cf. fig. 20). Cette évolution confronte les organisations de migrants à la question de savoir comment accueillir ce « nouvel engagement », rester attrayantes pour les nouvelles générations de migrants camerounais et pérenniser ainsi leur action.

**Réaction face à la corruption :** de nombreuses personnes rapportent qu'elles ont rencontré des problèmes dans leurs relations avec les organismes publics au Cameroun et qu'elles préfèrent les éviter autant que possible. D'autre part, une association a fait part de problèmes de corruption en son sein, qui ont conduit à l'adoption d'un code de conduite interne interdisant à ses membres d'accepter de cadeaux d'une valeur supérieure à 40 € sans autorisation de l'association.

**Défis pour les associations de migrants :** la collaboration avec les structures établies est décrite comme un défi, et la concurrence avec les ONG ayant pignon sur rue est dure dans le domaine du développement. Par exemple, les obstacles à franchir pour devenir membre de VENRO<sup>16</sup> sont très élevés. On souhaite obtenir davantage de reconnaissance de la part des associations de migrants qui se sont imposées en tant que « nouvelles venues » tant sur le plan individuel qu'organisationnel. Le plus grand défi est de sortir du « cercle vicieux » où, pour obtenir plus de ressources, il faut disposer de ressources – c'est-à-dire de collaborateurs. En outre, en Allemagne, les organisations de migrants et leurs préoccupations ne reçoivent souvent pas la considération désirée.

**Critiques concernant les possibilités de promotion :** l'attribution des fonds de promotion destinés à l'engagement de la diaspora est critiquée à plusieurs titres. D'une part, les personnes interviewées souhaitent que la promotion de la création d'entreprises aille au-delà des offres de conseil et de réseautage proposées par le PME dans le cadre des « idées d'affaires pour le développement » et que des crédits et du capital d'amorçage soient proposés. L'accent devrait être mis sur les secteurs économiques qui ne sont pas contrôlés par l'État comme l'économie agricole. Les nouveaux venus ont en effet beaucoup de mal à se faire une place dans les secteurs où l'État est dominant. Il y a une difficulté manifeste à comprendre la répartition des tâches entre les différentes organisations de la coopération allemande au développement ainsi que la fonction de la GIZ par rapport aux banques et à la KfW. D'autre part, beaucoup éprouvent de la lassitude à l'égard des voyages de réseautage et des participations aux séminaires qui, dans leur perception, sont plus encouragés que les projets. De nombreuses associations qui ont déjà réalisé des projets d'une certaine complexité se plaignent du fait que les sommes allouées sont trop faibles. Il conviendrait de soutenir des projets de plus grande ampleur à plus long terme. La lenteur des procédures d'autorisation (qui peuvent durer jusqu'à un an) est également critiquée, car elle plombe la motivation des participants aux projets.

### 5.3.3 Défis au niveau politique et stratégies des associations

Parmi les organisations dont nous avons interviewé des représentants, aucune ne se décrit explicitement comme politique ou ne poursuit ouvertement des objectifs politiques. Il est rappelé

<sup>16</sup> VENRO est une fédération qui regroupe des organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant dans le domaine de l'humanitaire et du développement en Allemagne. Elle a été créée en 1995 et réunit 120 organisations.



que l'engagement politique est dangereux. Les personnes interviewées pensent qu'une association ayant une orientation politique verrait ses projets fortement pénalisés au Cameroun. Toutefois, en raison de leur haut niveau de formation, nos interlocuteurs comprennent bien que leurs activités ne peuvent pas être totalement apolitiques et mettent au point différentes stratégies pour rester opérationnels dans la situation actuelle tout en acquérant une influence politique indirecte :

#### *- Orientation pragmatique des projets*

Les associations de solidarité internationale qui réalisent des projets au Cameroun suivent surtout une approche pragmatique : elles indiquent s'accommoder de l'appareil administratif et gouvernemental et essayer de concevoir les projets de manière à dépendre aussi peu que possible de la coopération avec les organismes publics. Elles évitent ainsi d'avoir à accorder un avantage personnel à quelqu'un avec un projet. Elles se concentrent sur les personnes avec lesquelles la collaboration fonctionne et dont elles peuvent supposer qu'elles occuperont leur poste pendant une durée assez longue, par exemple au sein de l'administration ou des universités. De cette manière, les partenaires se créent des ancrages de coopération individuels. Par le travail dans les projets, ils espèrent donner un bon exemple de lutte contre la corruption et exercer ainsi une influence politique indirecte.

#### *- Transfert de connaissances pour la bonne gouvernance*

Une association organise régulièrement des séminaires sur la bonne gouvernance au Cameroun pour sensibiliser les jeunes ayant un niveau élevé de formation à la corruption et à d'autres sujets.

#### *- Agir contre le tribalisme par une approche suprarégionale*

De nombreuses associations s'attachent explicitement à recruter des membres et à élire un bureau qui représente les régions et les ethnies du Cameroun. Ces associations veillent aussi à ce que les projets soient répartis entre différentes régions. Elles veulent ainsi souligner qu'elles ne sont pas influencées par les tendances tribalistes. Le but est de créer une conscience camerounaise afin d'engager l'émergence d'une identité nationale au sein de la diaspora, car un grand nombre des problèmes que rencontre le Cameroun sont dus au tribalisme et à l'absence de vision d'ensemble.

#### *- Influence sur la politique et le débat allemand*

De nombreuses associations s'efforcent d'éveiller l'intérêt des Allemands pour la situation au Cameroun. Aux actions classiques dans le domaine de l'apprentissage mondial comme les réunions d'information publiques s'ajoutent des activités de réseautage. Par exemple, un membre décrit son engagement dans le « Réseau des Africains en Allemagne » (*The African Network of Germany*, TANG), qui essaie de mettre en réseau les acteurs politiques d'origine africaine résidant en Allemagne et d'augmenter leur influence.<sup>17</sup> Un interlocuteur indique qu'il prévoit d'inviter cinq chefs camerounais et de leur faire rencontrer des acteurs de la coopération au développement et du monde politique, car, selon son expérience, les points de vue de ces acteurs sont rarement entendus.<sup>18</sup>

---

<sup>17</sup> Deux représentants de l'Association allemande des ingénieurs et informaticiens camerounais siègent au groupe de pilotage de TANG (cf. [www.theafricanetwork.de](http://www.theafricanetwork.de), 29/6/2015).

<sup>18</sup> La chefferie est une institution locale de pouvoir reposant sur la tradition. Le pouvoir y a recours et l'intègre formellement. Depuis les années 1990, il semble que la confiance en cette institution s'érode du fait d'un processus de politisation qui est lié aux lois de décentralisation adoptées au milieu des années 1990 (cf. *International Crisis Group 2010a*, p. 17).

# Réseaux et clivages au sein de la diaspora camerounaise en Allemagne

La section suivante décrit comment la diaspora camerounaise constitue des réseaux et les clivages qui s'y opposent. À ce propos, force est de constater que les associations camerounaises, malgré leur nombre, n'ont pas encore réussi à se constituer en fédération opérationnelle dotée d'une large assise. De nombreuses personnes interrogées le regrettent et soulignent qu'il faudrait renforcer la coopération. Le *Challenge camerounais* comble en partie cette lacune, mais il n'y a pas d'activités suivies en dehors de cette grande manifestation sportive et culturelle annuelle. Nos interlocuteurs mentionnent deux types de clivages au sein de la diaspora camerounaise : d'une part, les différences de niveau de formation (Camerounais/Camerounaises avec ou sans formation universitaire) et, d'autre part, les différences régionales et ethniques. Toutefois, à ce jour, rien ne laisse présager une polarisation grave au sein de la diaspora camerounaise en Allemagne.

## 6.1 Réseautage et organisations fédératives

Différentes personnes interviewées indiquent qu'il existe un grand nombre d'organisations camerounaises, ce qui est confirmé par les recherches menées pour cette étude. Toutefois, il n'existe pas encore de fédération qui regroupe une majorité de ces organisations.

De création récente, l'association *Cameroon Diaspora Network Germany* (CDN.G) s'y efforce depuis plusieurs années, mais elle semble ne pas avoir encore pu communiquer aux associations les objectifs qu'elle poursuit et les avantages que pourrait procurer un travail de coopération supplémentaire. Elle a été fondée dans le but d'évoluer en fédération réunissant les associations camerounaises d'Allemagne. Plusieurs personnes interviewées pensent que cette tentative n'a pas encore abouti, puisque seulement quelques associations sont devenues membres. Selon une d'elles, la CDN.G devrait faire mieux comprendre aux associations à quoi elle sert, ce que la coopération, qui implique une charge de travail supplémentaire, leur procurerait et les objectifs concrets qu'il s'agit d'atteindre.

Le *Challenge camerounais* a actuellement un rôle fédérateur. Il regroupe 20 associations culturelles et étudiantes œuvrant surtout dans les domaines du sport et de la culture. Une fois par an, un des membres organise le *Challenge* qui est la plus importante manifestation des organisations camerounaises d'Allemagne. Des milliers de personnes y participent régulièrement. Selon une personne interviewée, le *Challenge* qui a connu la plus grande affluence est celui qui a eu lieu à Stuttgart en 2012

et a attiré 8 000 personnes. Le *Challenge* est centré sur la compétition sportive entre les associations sportives camerounaises et sur les festivités. En 2006, le forum des affaires et du social est venu s'y greffer pour mettre en relation les acteurs de ces domaines et permettre les échanges de fond par-delà le caractère festif du *Challenge*. Il n'y a toutefois guère d'activités entre les manifestations annuelles.

Le réseau *Casa-net* (voir ci-dessus) est une tentative de constitution de réseau à l'échelle européenne. C'est également le cas de la *Nso Family Union* qui relie les organisations tribales Nso. Quatre organisations Nso d'Allemagne sont membres de cette union qui a son siège au Danemark.

En outre, il est apparu clairement au fil des interviews qu'un grand nombre d'interlocuteurs sont ou étaient membres de plusieurs associations, ce qui crée des relations personnelles. Selon différentes personnes interviewées, il existe une coopération et des échanges dans le cadre de projets de développement entre les associations professionnelles et les associations de solidarité internationale qui œuvrent avec plus de professionnalisme. Nos interlocuteurs ont toutefois le sentiment que la coopération et les échanges entre les organisations camerounaises ne sont pas suffisants. Ils font cependant remarquer que la mise en réseau doit avoir des objectifs concrets, car les ressources que les organisations peuvent consacrer à des tâches supplémentaires et à la coordination sont très limitées.

## 6.2 Clivages

Au Cameroun, Fearon et Laitin observent les lignes de séparation suivantes : d'une part, on peut distinguer *grosso modo* le Sud (qui est plus prospère et à dominante chrétienne) et le Nord (qui est moins riche et à dominante musulmane) (Fearon et Laitin 16.2005, p. 3).

À cela s'ajoute la division entre zones anglophones et francophones, héritage de l'histoire coloniale : le Cameroun, qui était une colonie allemande, a été partagé entre la France et la Grande-Bretagne à l'issue de la Première Guerre mondiale. Jusqu'au plébiscite de 1961, les zones actuellement anglophones (les provinces du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) faisaient partie du Nigeria où leur développement souffrait d'une négligence flagrante (Konings et Nyamnjoh 1997, p. 208). La marginalisation de cette région a toutefois continué dans le Cameroun réunifié après le plébiscite (cf. Konings et Nyamnjoh 1997).

Il faut toutefois considérer que ces découpages ne constituent que des orientations générales, car les camps et les régions sont

fortement fragmentés en eux-mêmes. Fearon et Laitin considèrent que cette superposition de clivages explique la stabilité politique que le Cameroun connaît jusqu'à présent : « Ethnic diversity appears in this case to have prevented political instability. Both Ahidjo and Biya<sup>19</sup> have been able to neutralize major ethnic cleavages by exploiting existing cleavages outside their core area of support » (Fearon et Laitin 16.2005, p. 5) (Dans ce cas, il semble que la diversité ethnique ait empêché l'instabilité politique. Tant Ahidjo que Biya ont été en mesure de neutraliser les clivages ethniques importants en exploitant des clivages en dehors de leur principale zone de soutien). La fragmentation ethnique et politique instrumentalisée par les centres de pouvoir a empêché l'apparition d'une opposition unie.

Eu égard aux Camerounais/Camerounaises vivant en Allemagne, la situation se présente de la manière suivante : quand on demande s'il existe plusieurs courants parmi les organisations camerounaises, de nombreux interlocuteurs ne savent pas quoi

répondre dans un premier temps. Si l'on précise la question en évoquant des camps définis sur des critères ethnico-régionaux ou politiques, les tendances suivantes se dégagent.

Les personnes interviewées ne perçoivent pas de polarisation politique entre partisans et adversaires du gouvernement au sein de la diaspora (voir ci-dessus). Elles mentionnent toutefois qu'il peut y avoir des réticences entre immigrés ayant suivi ou non une formation universitaire.

La seule ligne de fracture qui paraît pertinente est d'ordre ethnico-régional, mais les personnes interviewées l'évaluent de manières très différentes. Toutes semblent d'accord sur le fait que les Camerounais immigrés en Allemagne viennent surtout de la province Ouest, ce qui explique pourquoi le groupe dominant dans cette région – les Bamiléké – est surreprésenté dans la diaspora en Allemagne.<sup>20</sup>

Selon la description de Nymanjoh et Rowlands, les Bamiléké sont certes francophones, mais ils sont considérés comme appartenant au *Grassland*, anglophone, et soutiennent le parti d'opposition social-démocrate à dominante anglophone (*Social Democratic Front*, SDF). Depuis les années 1990, en raison de l'ethnisation générale du paysage politique, ils sont de plus en plus confrontés à des préjugés qui ont débouché, au début des années 1990, sur des pillages violents de magasins (cf. Nymanjoh et Rowlands 1998, p. 325). Selon le *International Crisis Group*, « The Bamiléke elites, who are seen as holding economic power, are regularly suspected of working clandestinely for the interests of their community » (International Crisis Group 2010b, p. 5) (Les élites Bamiléké, réputées détenir le pouvoir économique, sont régulièrement soupçonnées de travailler clandestinement pour les intérêts de leur communauté).

Nos interlocuteurs expliquent la surreprésentation des Bamiléké parmi les émigrés par le fait que la région est économiquement prospère et que la population y dispose de plus de ressources pour financer des études à l'étranger. En même temps, les



Figure 11 : Les régions du Cameroun (source : licence : CC BY-SA 3.0 ; dessinateur : Domenico-de-ga, 15/12/2005 : <http://de.wikipedia.org/wiki/Kamerun#/media/File:Kamerun-karte-politisch.png>).

19 Présidents du Cameroun arrivés au pouvoir, respectivement, en 1960 et 1982.

20 Il n'existe pas de données statistiques sur l'origine régionale des Camerounais/Camerounaises résidant en Allemagne. Par contre, il existe des données sur la migration interne et les régions d'origine des migrants internes. Les régions Ouest, Extrême-Nord, et Nord-Ouest sont des exportatrices nettes de migrants vers les autres régions, tandis que les régions Centre et Littoral sont considérées comme des importatrices nettes (cf. Mberu et Pongou 2012, p. 5). La thèse selon laquelle une grande partie des migrants vivant en Allemagne vient de la région Ouest correspond donc aux tendances de la migration interne.



opportunités de carrière et d'avancement sont limitées en raison des systèmes de quotas régionaux en vigueur au Cameroun (à propos des systèmes de quotas, cf. International Crisis Group 2010b, p. 5). C'est pour cela que de nombreuses familles choisissent de faire étudier leurs enfants à l'étranger pour faciliter leur mobilité sociale.

Il en résulte que certains interlocuteurs considèrent que les Bamiléké ont une position dominante dans les organisations camerounaises en Allemagne. Par exemple, un médecin qui s'engage dans sa région d'origine située dans l'est du Cameroun observe que les associations camerounaises ont tendance à réaliser des projets de développement dans la province Ouest. Il l'explique par le fait que le besoin d'appui est élevé dans toutes les régions du Cameroun. Les familles attendent des migrants qu'ils œuvrent en faveur de leur région d'origine.<sup>21</sup> C'est pour cette raison que notre interlocuteur n'espère guère recevoir d'appui de la part des associations camerounaises, dont la majorité des membres est souvent originaire de l'Ouest.

Si l'on aborde ces différences régionales sans détour dans les interviews, les réactions sont très diverses. Certains interlocuteurs affirment d'emblée qu'ils s'inscrivent dans une approche englobant l'ensemble du Cameroun, réalisent des projets dans plusieurs régions et veillent à ce que les membres du bureau soient d'origines diverses (voir ci-dessus). Un interlocuteur

refuse explicitement d'aborder ce sujet, indiquant qu'il ne veut pas participer à ces « statistiques ethniques ». Il apparaît clairement que la diaspora camerounaise est sensibilisée au fait que les acteurs politiques ont renforcé et instrumentalisé les différences ethniques, en particulier dans les années 1990 (International Crisis Group 2010b, p. 6).<sup>22</sup> D'autres interlocuteurs font ressortir que les Bamiléké forment un ensemble très hétérogène et qu'on ne peut pas les considérer comme un groupe.

Dans l'ensemble, les personnes interviewées, qui ont généralement un niveau de formation élevé, sont très sensibles aux stéréotypes et instrumentalisation ethniques et les rejettent vivement. En même temps, de nombreuses personnes expriment une certaine frustration après s'être senties minoritaires dans certaines associations camerounaises et ne pas avoir réussi à s'y imposer. Certaines associations qui se disent camerounaises sont en fait, dans leur perception, des associations bamiléké.

Il ne semble pas non plus qu'il y ait, en Allemagne, de polarisation liée à la dichotomie anglophones/francophones. Une personne raconte que son association a ajouté « culturel » à « anglophone » dans son nom parce qu'elle était interpellée sur d'éventuelles tendances séparatistes. Pour éviter cette impression, l'association a modifié son nom, ce qui s'est révélé une stratégie pertinente. Selon leurs membres interviewés, les associations anglophones n'ont pas de tendances séparatistes.

---

21 Cette attente est également décrite par Nyamnjoh et Rowlands dans leur étude des organisations d'élite camerounaises : « Encouraging the young to gain an education and go abroad, yet not to forget their debt to those who supported them at home in the village, is one of the benchmarks for measuring regional progress and development in Cameroon » (Nyamnjoh et Rowlands 1998, p. 320) (Encourager les jeunes à se former et à aller à l'étranger sans oublier leur dette à l'égard de ceux qui les ont soutenus dans leur village est un des repères qui permettent de mesurer le progrès et le développement régional au Cameroun).

---

22 Selon l'ICG, « l'ethnisation va croissant du niveau local au niveau national » (International Crisis Group 2010a, p. 17 et suiv.).



Les principaux résultats de cette étude sur l'engagement des organisations camerounaises en Allemagne peuvent être résumés comme suit :

Environ 25 000 personnes de nationalité camerounaise ou Camerounais/Camerounaises naturalisés vivent en Allemagne. Les formes d'immigration les plus importantes sont l'immigration pour études, le regroupement familial et la migration de réfugiés.

Les politiques de l'État camerounais à l'égard de la diaspora sont vagues et dotées de peu de ressources. Désormais, les Camerounais/Camerounaises résidant à l'étranger peuvent participer aux élections présidentielles, mais la double nationalité n'est pas possible.

En Allemagne, il existe un grand nombre d'associations camerounaises que l'on peut répartir entre les types suivants : associations de solidarité internationale, associations qui se consacrent à la culture et à l'intégration (éventuellement avec une orientation ethnique), associations professionnelles, associations étudiantes et associations d'anciens élèves ainsi qu'une coopérative et des antennes de partis camerounais.

L'étude a recensé 85 associations dont les coordonnées de contact sont disponibles. La majorité d'entre elles sont des associations de solidarité internationale (37). Ensuite viennent les associations œuvrant pour l'intégration et la culture (28) et les associations étudiantes (14).

La plupart des projets de développement des associations recensées concernent des domaines tels que les infrastructures scolaires/les parrainages pour frais de scolarité, les dons en nature, le transfert de connaissances, la santé et l'eau. En outre, certains projets se dédient à des activités génératrices de revenus et aux énergies (renouvelables). En Allemagne, les activités de développement des associations se concentrent sur l'apprentissage mondial et le réseautage au sein de la diaspora.

Nous avons eu des interviews avec des représentants de 16 associations. La plupart d'entre elles ont un maximum de 20 membres ou un maximum de 50 membres. La proportion de femmes est supérieure à 40 % en moyenne. La majorité des associations (8) œuvrent dans le domaine de la solidarité internationale. Ensuite viennent les associations culturelles (4) et les associations professionnelles (2). Huit associations ont une forte proportion (70 % à 100 %) de membres issus de l'immigration

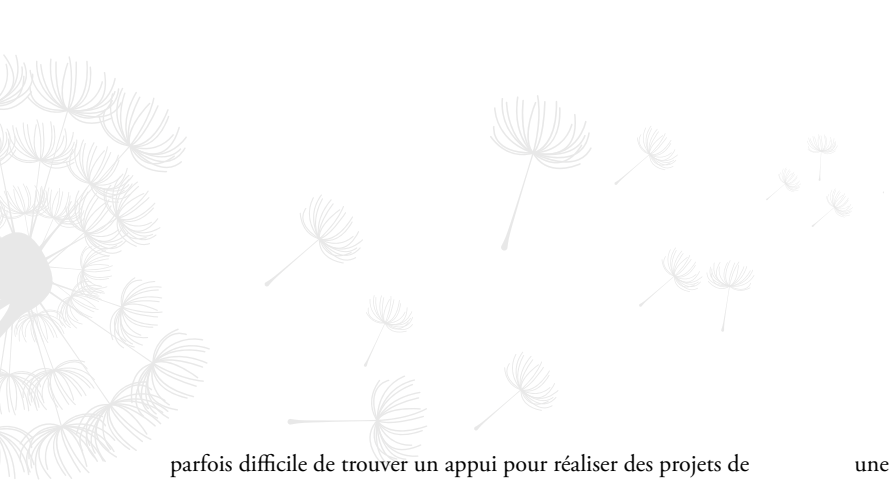
camerounaise. Dans quatre associations, cette proportion se situe entre 40 % et 69 % ; dans deux associations, entre 10 % et 39 %. L'association la plus ancienne a été créée en 1990 ; la plus jeune est en cours d'enregistrement. En moyenne, les associations existent depuis neuf ans. À part deux associations, toutes fonctionnent exclusivement avec des bénévoles.

Parmi les associations étudiées, deux mènent des activités de développement présentant un intérêt particulier. D'une part, la coopérative camerounaise vise à financer des projets de développement avec les apports de ses sociétaires et entend, à long terme, se transformer en banque. D'autre part, il faut citer la représentation de l'Ordre des médecins du Cameroun qui a été mise en place par l'intermédiaire d'une association de médecins camerounais. Cette représentation peut reconnaître les qualifications de médecins résidant en Allemagne pour des missions au Cameroun et projette d'utiliser son réseau pour faciliter le retour de médecins germano-camerounais au pays.

Pour de nombreuses associations couvertes par les interviews, le principal défi est leur structure exclusivement bénévole qui touche à ses limites quand les projets atteignent une certaine complexité. En outre, la communication interculturelle des Germano-Camerounais(es) vivant à l'étranger depuis longtemps ainsi que la réaction face à la corruption au Cameroun constituent des difficultés.

Les recherches et interviews menées dans le cadre de cette étude ne donnent pas à penser que la diaspora camerounaise en Allemagne est politiquement polarisée ou mobilisée. Les associations qui veulent réaliser des projets au Cameroun coopèrent de manière pragmatique avec les organismes publics et cherchent à les éviter autant que possible.

Les personnes interviewées ne décrivent pas de clivages profonds au sein de la diaspora camerounaise. Elles mentionnent toutefois qu'il peut y avoir des réticences entre Germano-Camerounais(es) ayant suivi ou non une formation universitaire. En outre, il semble que les Camerounais/Camerounaises immigrés en Allemagne sont majoritairement originaires de l'ouest du pays. Par conséquent, de l'avis des personnes interrogées, les personnes qui en sont issues sont fortement surreprésentées parmi les Camerounais/Camerounaises vivant en Allemagne. Il en résulte une position dominante de ce groupe dans de nombreuses associations, ce qui est considéré comme problématique par un certain nombre d'interlocuteurs. Selon eux, il est



parfois difficile de trouver un appui pour réaliser des projets de développement dans d'autres régions du Cameroun.

Compte tenu des résultats de cette étude, nous formulons les recommandations suivantes pour les actions futures de la GIZ dans le domaine de la migration et du développement :

- Dans la promotion des projets, le réseautage et les relations avec les organisations camerounaises, il faut se montrer **sensible aux différences régionales**. Il est judicieux de se poser, à intervalles réguliers, des questions sur le degré d'hétérogénéité ethnique et régionale des associations, experts de retour ou réseaux et de se demander si les informations sont diffusées largement à travers plusieurs accès.
- La diaspora camerounaise – composée en grande partie de personnes venues étudier dans les universités allemandes – peut développer des **approches innovantes qu'il est judicieux de continuer à observer, accompagner et soutenir au besoin**. Nous pensons particulièrement à la coopérative camerounaise décrite, qui pourrait devenir un projet exemplaire. Le réseautage de la représentation de l'Ordre des médecins du Cameroun avec des médecins désireux de revenir au pays, des établissements médicaux camerounais et l'Ordre des médecins allemand ouvre des perspectives de coopération qu'il conviendra d'examiner. Il se peut que d'autres diasporas parmi lesquelles le personnel médical est fortement représenté tirent des leçons de l'exemple camerounais.
- En complément des études sûrement nécessaires pour analyser les diasporas d'autres pays, il faudrait examiner s'il serait utile de réaliser des **études régionales ou thématiques** portant, par exemple, sur l'engagement de la diaspora en faveur du développement dans le domaine de l'environnement ou de la santé. Le cadre national (camerounais dans ce cas) peut amener à négliger des organisations actives au niveau régional (des organisations panafricaines dans ce cas) qui ne se considèrent pas comme des acteurs camerounais. Or, ces organisations structurées par thèmes, professions ou régions ont une grande capacité d'innovation parce qu'elles mènent des actions transfrontalières et ont une influence positive dans l'optique d'une société d'immigration multiculturelle.
- Les migrant(e)s utilisent de plus en plus les **médias sociaux** pour communiquer et s'informer. La GIZ pourrait donc utiliser ces médias pour faire connaître ses offres et diffuser des informations, notamment si elles s'adressent à un groupe cible plutôt jeune. Il faut toutefois considérer que l'utilisation des réseaux sociaux comporte certains risques, requiert

une stratégie de communication et peut être gourmande en ressources. De cette manière, la GIZ aurait une fenêtre supplémentaire sur les nouvelles formes d'engagement en dehors des structures traditionnelles.

- La communication avec les partenaires et groupes cibles du Cameroun peut constituer un **défi interculturel** même pour les Camerounais/Camerounaises de l'étranger. L'expression de critiques et la réaction face à la corruption sont évoquées dans les interviews. Dans ses offres de formation et de réseautage, le PME peut proposer aux personnes engagées un espace commun de réflexion pour sensibiliser à ces questions et favoriser les échanges d'expériences.
- La GIZ a également pour mission d'analyser la situation économique sur le terrain. Elle indique aux investisseurs de la diaspora quels **secteurs économiques offrent des perspectives de développement**. Ils constatent aussi, entre autres, dans quels secteurs les personnes extérieures, dépourvues de relations avec les réseaux existants, ont peu de chance de réussir leur entrée sur le marché. Il convient de poursuivre ce conseil.
- Les associations de la diaspora qui fonctionnent uniquement par le bénévolat rencontrent des difficultés si **l'acceptation des demandes de projets dure trop longtemps**. Les personnes engagées qui ont posé la demande risquent d'avoir quitté l'association au bout d'un certain temps. Il faudrait étudier des moyens d'accélérer la procédure.
- Le *Challenge camerounais* facilite le réseautage au sein de la diaspora camerounaise et il existe une collaboration sur des projets entre quelques associations professionnelles. Il serait souhaitable que les associations camerounaises se dotent d'une structure fédérative qui ferait remonter les idées de la diaspora vers les institutions camerounaises, la coopération internationale pour le développement et même les institutions de la société dans le pays d'accueil. Il est toutefois difficile d'y parvenir en raison de la variété du paysage associatif camerounais. Si, à l'avenir, la GIZ envisage de soutenir les initiatives de réseautage, il faudrait qu'elle vérifie que ces **initiatives poursuivent des objectifs concrets de coopération** qui pourraient bénéficier aux associations participant à ces réseaux. Il serait alors plus probable, malgré la pénurie de ressources des associations, que le réseautage se maintienne à long terme et qu'une structure fédérative puisse agir durablement.



# Annexes

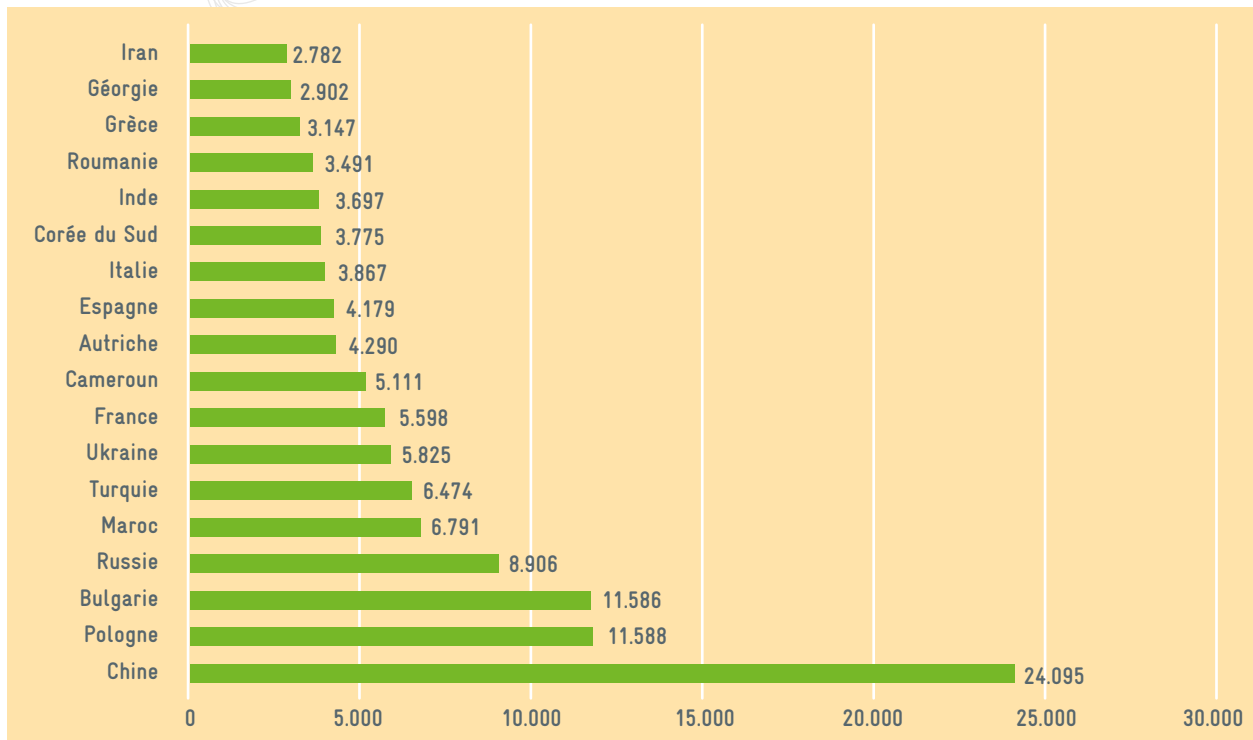


Figure 12 : Principaux pays d'origine des étudiants étrangers en Allemagne, 2013 (Office fédéral des statistiques)

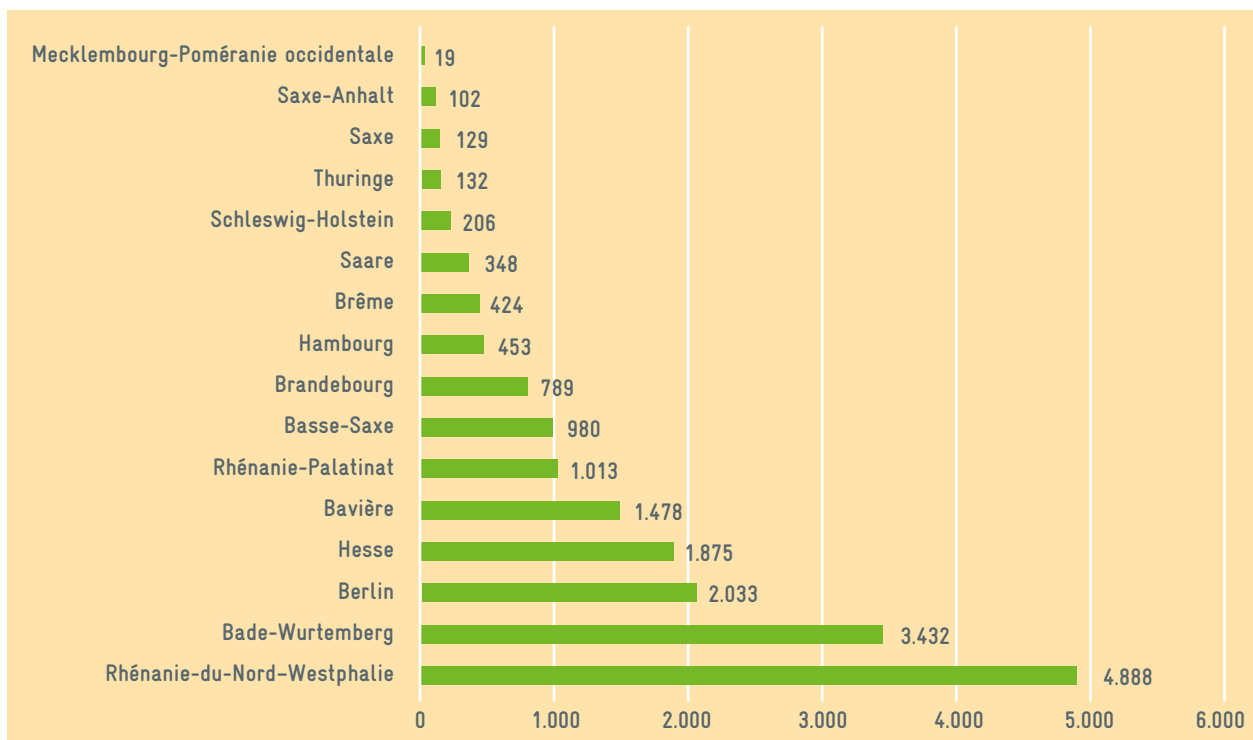


Figure 13 : Répartition géographique des ressortissants camerounais par Länder, à la date de référence du 31/12/2014 (Office fédéral des statistiques).

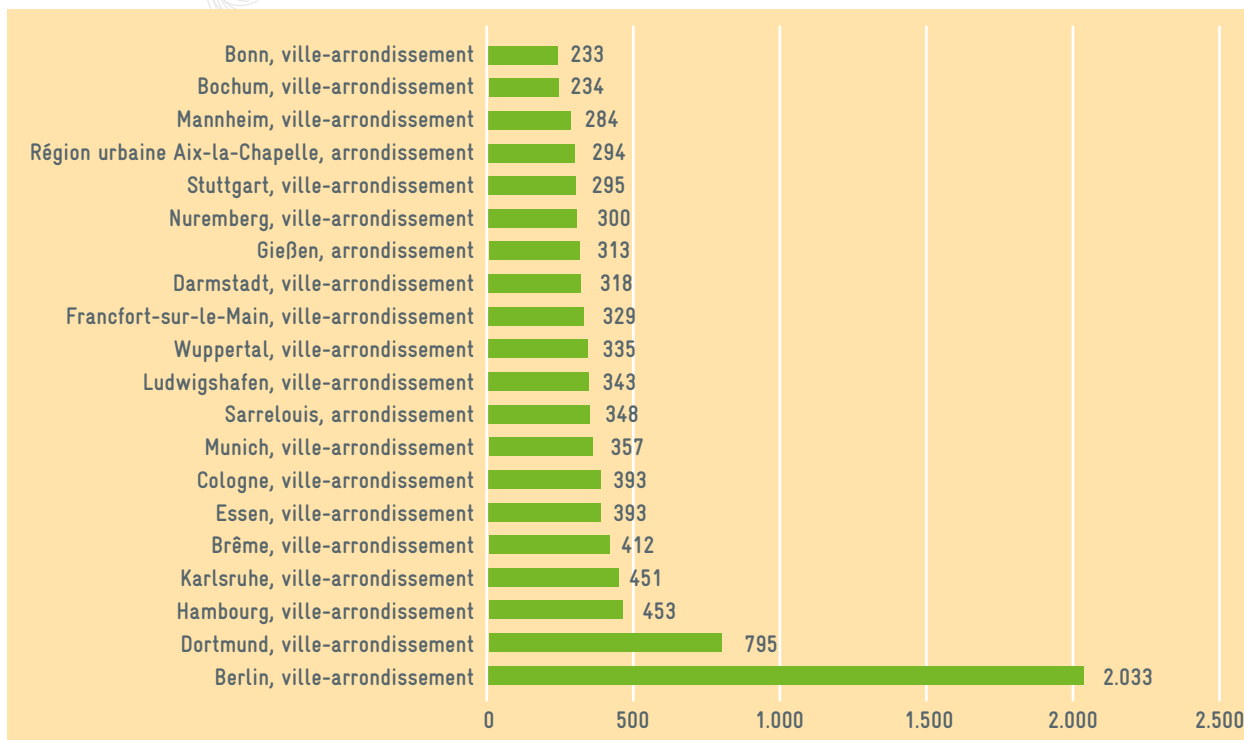


Figure 14: Répartition géographique des ressortissants camerounais par arrondissements, à la date de référence du 31/12/2014 (Office fédéral des statistiques).

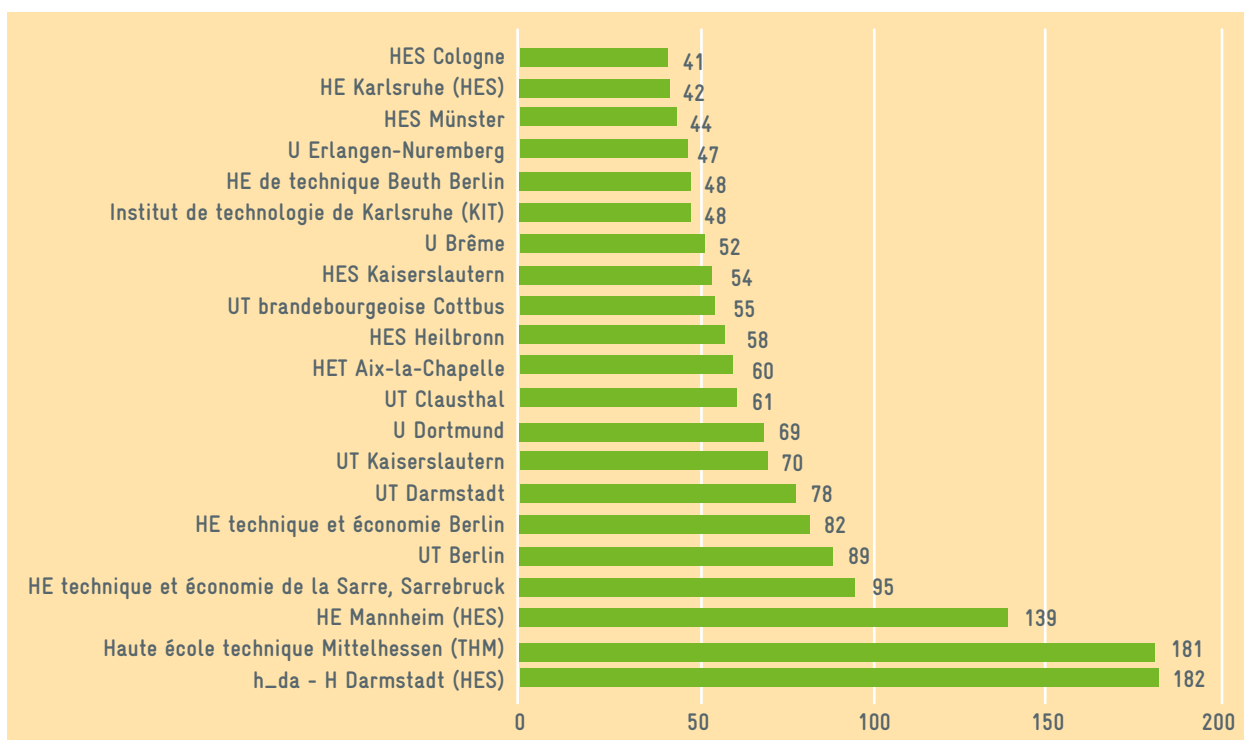


Figure 15 : Sciences de l'ingénieur : les 20 établissements d'enseignement supérieur comptant le plus grand nombre d'étudiants camerounais (semestre d'hiver 2012/13) (Office fédéral des statistiques)

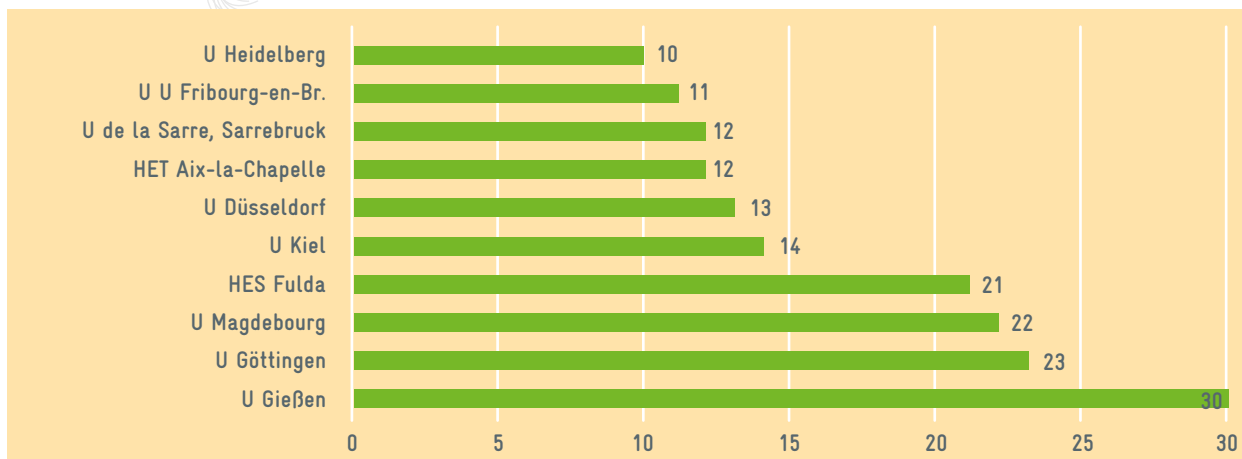


Figure 16 : Médecine humaine/sciences de la santé : les 10 établissements d'enseignement supérieur comptant le plus grand nombre d'étudiants camerounais (semestre d'hiver 2012/13) (Office fédéral des statistiques)

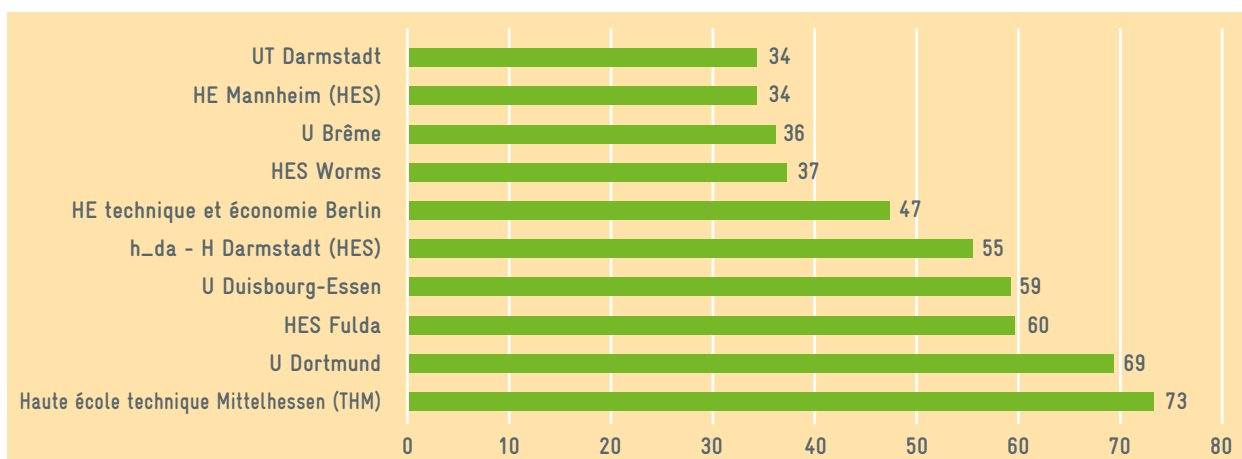


Figure 17 : Mathématiques/sciences naturelles : les 10 établissements d'enseignement supérieur comptant le plus grand nombre d'étudiants camerounais (semestre d'hiver 2012/13) (Office fédéral des statistiques)

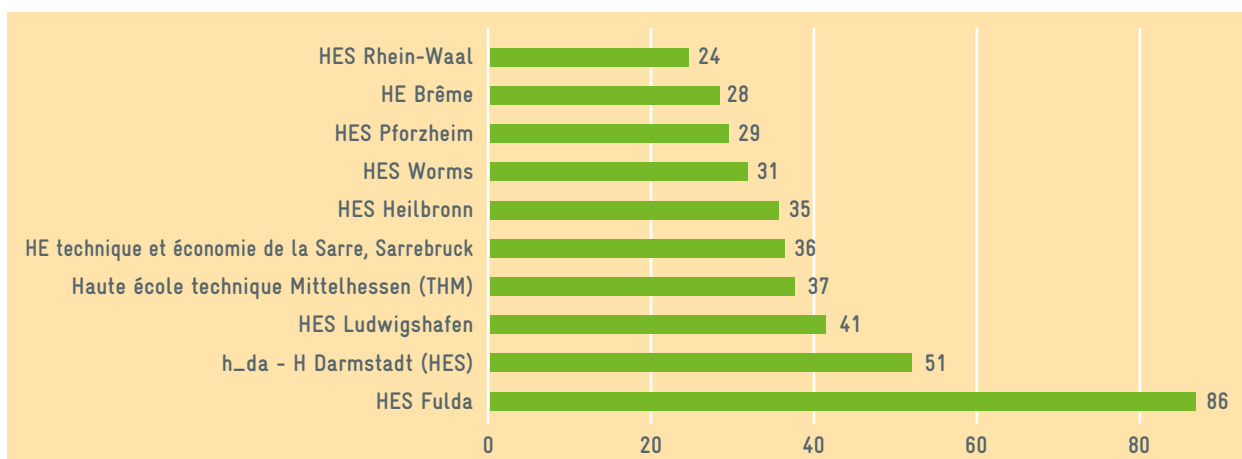


Figure 18 : Sciences juridiques, économiques et sociales : les 10 établissements d'enseignement supérieur comptant le plus grand nombre d'étudiants camerounais (semestre d'hiver 2012/13)

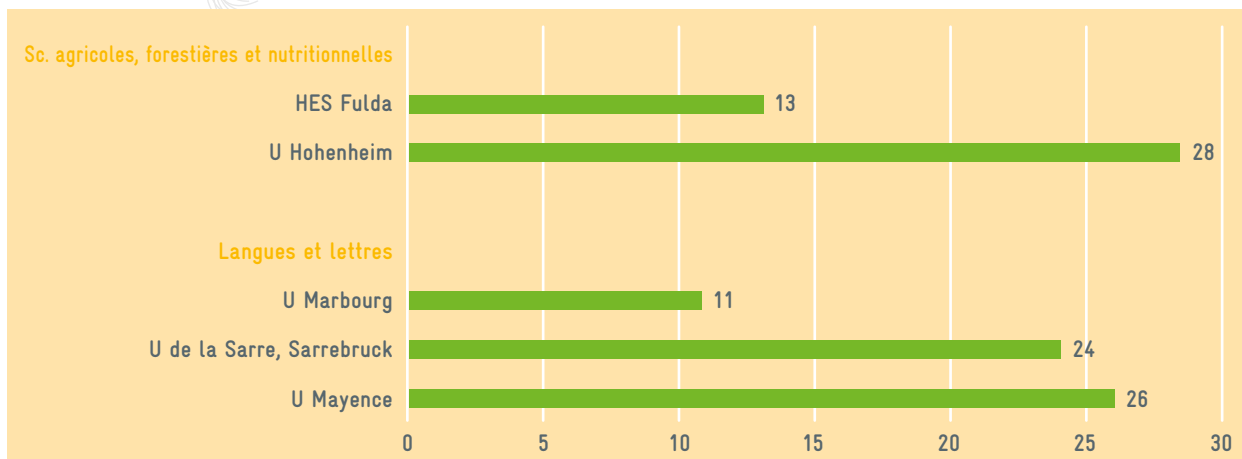


Figure 19 : Sciences agricoles, forestières et nutritionnelles ou langues et lettres : établissements d'enseignement supérieur comptant le plus grand nombre d'étudiants camerounais (semestre d'hiver 2012/13)

« Ancien » engagement	« Nouvel » engagement
Liens idéologiques et durables avec une organisation caractéristique	Engagements variés, limités dans le temps, pragmatiques et orientés sur l'activité dans différentes formes d'organisation
Socialisation liée au milieu avec des organisations définies	Ajustement de l'engagement à la biographie de l'individu
Engagement conçu comme une action désintéressée	L'engagement n'est pas seulement un « don », mais aussi un moyen de recherche de soi
Sans rémunération	Indemnisation, activité moyennant honoraires
Activité de non-spécialiste	Orientation sur le développement des compétences et l'acquisition d'expériences, semi-professionnalisme

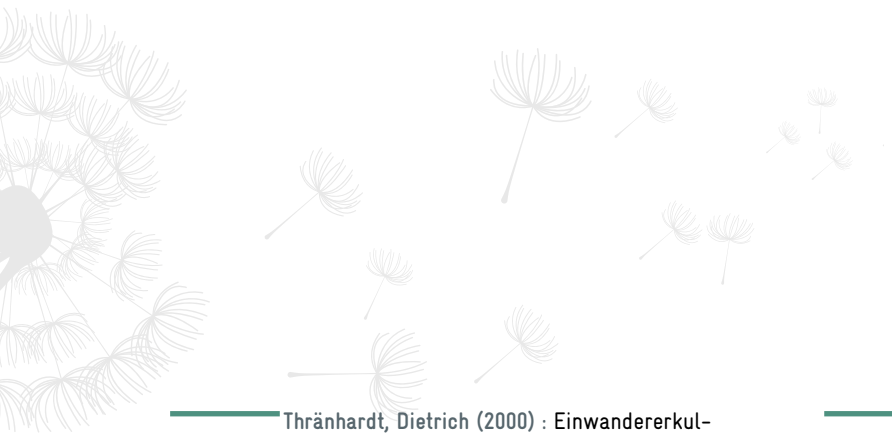
Figure 20: Changement structurel de l'engagement selon Braun 2008

# Bibliographie

- Anderson, Benedict (1992) : The New World Disorder. In : New left Review, 1992 (1(193)), p. 3–14.
- Baraulina, Tanja ; Bommes, Michael ; El-Cherkeh, Tanja ; Daume, Heike ; Vadean, Florin (2006) : Ägyptische, afghanische und serbische Diasporagemeinden in Deutschland und ihre Beiträge zur Entwicklung ihrer Herkunftsländer. Document de travail. GTZ. Eschborn. Disponible en ligne : <https://www.giz.de/fachexpertise/downloads/giz2008-de-kamerunische-diaspora.pdf>, vérifié la dernière fois le 15/10/2014.
- Blome, Christine ; Priller, Eckhard (2013) : Entwicklungspolitisches bürgerschaftliches Engagement. Ein Beitrag zur Schärfung der Definition. WZB. Berlin (Discussion Paper).
- Bundesagentur für Arbeit (2004) : Begriff der Arbeitslosigkeit in der Statistik unter SGB II und SGB III. Disponible en ligne : <https://statistik.arbeitsagentur.de/Statischer-Content/Grundlagen/Statistik-SGBII-SGBIII/Generische-Publikationen/Arbeitslosenbegriff-unter-SGBII-und-SGBIII.pdf>, vérifié la dernière fois le 27/05/2015.
- Braun, Sebastian (2008) : Vom „alten“ zum „neuen“ Ehrenamt. Anmerkungen zum freiwilligen Engagement im vereins- und verbandsorganisierten. In : BBE-Newsletter 13/2008.
- Collier, Paul ; Hoeffler, Anke (2002) : Greed and Grievances in Civil War (CEPR Working Paper). Disponible en ligne : [http://www.csae.ox.ac.uk/United Kingdom/workingpapers/pdfs/2002-01text.pdf](http://www.csae.ox.ac.uk/United%20Kingdom/workingpapers/pdfs/2002-01text.pdf), vérifié la dernière fois le 22/05/2015.
- Diallo, Rahime (2011) : Auswertung der ersten bundesweiten Umfrage unter entwicklungspolitisch aktiven MDO\*. \* Entwicklungspolitisches Engagement von MigrantInnen- und Diasporaorganisationen (MDO).
- Djoumessi, Didier (2014) : Les projets de la diaspora et leur impact sur le développement des pays d'origine. In : David Simo (éd.) : Problématiques migratoires en contexte de globalisation. Actes du séminaire des 24 et 25 septembre 2012 à Yaoundé.
- Fahrenhorst, Brigitte ; Arndt, Christian ; Jaffer, Murtaza ; Pfautsch, Raphael ; Zelazny, Frank (2009) : Beitrag der Diasporas zu Konfliktminderung und Konfliktlösung in den Herkunftsländern. Éd. de GIZ. Eschborn (document de travail). Disponible en ligne : <http://www.giz.de/fachexpertise/downloads/gtz2009-de-diaspora-konfliktminderung.pdf>, vérifié la dernière fois le 09/10/2014.
- Fearon, James ; Laitin, David (2005) : Cameroon. Stanford University. Disponible en ligne : <http://web.stanford.edu/group/ethnic/Random%20Narratives/CameroonRN1.5.pdf>, vérifié la dernière fois le 24/03/2015.
- Haas, Hein de (2012) : The Migration and Development Pendulum. A Critical View on Research and Policy. In : International Migration (50), p. 8–25.
- Hunger, Uwe (2004) : Wie können Migrantenorganisationen den Integrationsprozess betreuen? Wissenschaftliches Gutachten im Auftrag des Sachverständigenrates für Zuwanderung und Integration des Bundesinnenministeriums des Innern der Bundesrepublik Deutschland. Münster, Osnabrück.
- Hunger, Uwe (2007) : Vier Thesen zur deutschen Entwicklungshilfepolitik für Indien. In : Aus Politik und Zeitgeschichte (27), p. 12–18.
- International Crisis Group (2010a) : Cameroon – Fragile State? (Africa Report, 160). Disponible en ligne : <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/africa/west-africa/cameroon/160Cameroon%20Fragile%20State.pdf>, vérifié la dernière fois le 26/05/2015.
- International Crisis Group (2010b) : Cameroon : The Dangers of a Fracturing Regime (Africa Report, 161), vérifié la dernière fois le 02/03/2015.
- International Crisis Group (2014) : Cameroon : Prevention is Better than Cure (Africa Briefing, 101). Disponible en ligne : <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/cameroon/b101-cameroon-prevention-is-better-than-cure.aspx>, vérifié la dernière fois le 26/05/2015.



- International Organisation for Migration (2009) : Migration au Cameroun. PROFIL NATIONAL 2009, vérifié la dernière fois le 24/03/2015.
- Konings, Piet ; Nyamnjoh, Francis B. (1997) : The Anglophone Problem in Cameroon. In : The Journal of Modern African Studies 35 (2), p. 207–229. DOI : 10.2307/161679.
- Krimmer, Holger ; Primer, Jana (2013) : Ziviz-Survey 2012 : Zivilgesellschaft verstehe, Berlin. Disponible en ligne : [http://www.ziviz.info/fileadmin/download/ziviz\\_survey2012.pdf](http://www.ziviz.info/fileadmin/download/ziviz_survey2012.pdf), vérifié la dernière fois le 22/10/2011.
- Mberu, Blessing Uchenna ; Pongou, Roland (2012) : Crossing Boundaries : Internal, Regional and International Migration in Cameroon. In : International Migration.
- Nyamnjoh, Francis ; Rowlands, Michael (1998) : Elite Associations and the Politics of Belonging in Cameroon. In : Africa : Journal of the International African Institute 69 (3), p. 320–337, vérifié la dernière fois le 27/05/2015.
- Page, Ben ; Evans, Martin ; Mercer, Claire (2010) : Revisiting the Politics of Belonging in Cameroon. In : Africa 80 (03), p. 345–370.
- Pelican, Michaela ; Tatah, Petar ; Ndjio, Basile (2008) : Local perspectives on transnational relations of Cameroonian migrants. In : African Sociological Review (12,2), p. 117–127.
- Pigeaud, Fanny (2014) : Cameroon. In : Andreas Mehler, Henning Melber et Klaas van Walraven (éd.) : Africa yearbook. Leiden : BRILL (Africa Yearbook).
- Ragab, Nora ; McGregor, Elaine ; Siegel, Melissa (2013) : Diaspora Engagement in Development. An Analysis of the Engagement of the Tunisian Diaspora in Germany and the Potentials for Cooperation. Maastricht Graduate School of Governance ; GIZ.
- Ratha, Dilip (2003) : Workers' Remittances. An Important and Stable Source of External Development Finance. In : Global Development Finance, p. 157–175. Disponible en ligne : <http://siteresources.worldbank.org/INTRGDF/Resources/GDF2003-Chapter7.pdf>, vérifié la dernière fois le 22/10/2011.
- Reinecke, Meike ; Stegner, Kristina ; Zitzelsberger, Olga ; Latorre, Patricia ; Kocaman, Iva (2010) : Migrantinnenorganisationen in Deutschland. Étude de recherche. Éd. de Senioren Frauen und Jugend Bundesministerium für Familie. Rambøll Management Consulting, TU Darmstadt. Disponible en ligne : <http://www.bmfsfj.de/RedaktionBMFSFJ/Broschuerenstelle/Pdf-Anlagen/Migrantinnenorganisationen-in-Deutschland-Abschlussbericht,property=pdf,bereich=bmfsfj,sprache=de,rwb=true.pdf>, vérifié la dernière fois le 24/04/2014.
- Riester, Andrea (2011) : Diasporas im Vergleich : Bedingungen des entwicklungspolitischen Engagements afrikanischer Migranten in Deutschland. In : Tanja Baraulina, Axel Kreienbrink et Andrea Riester (éd.) : Potenziale der Migration zwischen Afrika und Deutschland, p. 275–291.
- Sachverständigenrat deutscher Stiftungen für Migration und Integration (2011) : Migrationsland 2011. Jahresgutachten 2011 mit Migrationsbarometer. Berlin. Disponible en ligne : [www.svr-migration.de/wp-content/uploads/2011/04/jg\\_2011.pdf](http://www.svr-migration.de/wp-content/uploads/2011/04/jg_2011.pdf), vérifié la dernière fois le 22/10/2011.
- Schmelz, Andrea (2007) : Die kamerunische Diaspora in Deutschland. Ihr Beitrag zur Entwicklung Kameruns. GTZ. Eschborn. Disponible en ligne : [www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaeftigung/23881.htm](http://www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaeftigung/23881.htm), vérifié la dernière fois le 18/10/2010.
- Schüttler, Kirsten (2007) : Die marokkanische Diaspora in Deutschland. Ihr Beitrag zur Entwicklung Marokkos. GTZ. Eschborn. Disponible en ligne : [www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaeftigung/23881.htm](http://www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaeftigung/23881.htm), vérifié la dernière fois le 18/10/2010.
- Stahl, Silvester (2009) : Selbstorganisation von Migranten im deutschen Vereinssport. Ein Forschungsbericht zu Formen, Ursachen und Wirkungen. Köln : Sportverlag Strauß (Schriftenreihe des Bundesinstituts für Sportwissenschaft, 1).
- Statistisches Bundesamt (2011) : Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Bevölkerung mit Migrationshintergrund – Ergebnisse des Mikrozensus 2010 –. Wiesbaden (Fachserie 1 Reihe 2.2).



---

Thränhardt, Dietrich (2000) : Einwandererkulturen und soziales Kapital. Eine komparative Analyse. In : Dietrich Thränhardt et Uwe Hunger (éd.) : Einwanderer-Netzwerke und ihre Integrationsqualität in Deutschland und Israel. Münster : LIT, p. 15-52.

---

Weiss, Karin (2013) : Migrantenorganisationen und Staat. Anerkennung, Zusammenarbeit, Förderung. In : Dietrich Thränhardt et Günther Schultze (éd.) : Migrantenorganisationen. Engagement Transnationalität und Integration. Friedrich-Ebert-Stiftung / Abteilung Wirtschafts- und Sozialpolitik / Literaturangaben. Bonn (WISO-Diskurs), p. 21-31.

---

Winterhagen, Jenni (à paraître) : Entwicklungspolitisches Engagement migrantischer Organisationen in Deutschland. Organisationstypen und Engagementformen. In : Imis-Beiträge (45).

---

Wolf, Bernd (2007) : Die vietnamesische Diaspora in Deutschland. Struktur und Kooperationspotenzial mit Schwerpunkt auf Berlin und Hessen. GTZ. Eschborn. Disponible en ligne : [www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaefftigung/23881.htm](http://www.gtz.de/de/themen/wirtschaft-beschaefftigung/23881.htm), vérifié la dernière fois le 18/10/2010.

À son titre d'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral allemand à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Publié par  
Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société  
Bonn et Eschborn  
Allemagne

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn, Allemagne  
T +49 61 96 79 - 0  
F +49 61 96 79 - 80 0

E [migration@giz.de](mailto:migration@giz.de)  
I [www.giz.de/migrationdevelopment](http://www.giz.de/migrationdevelopment)

**Désignation du programme :**  
Migration pour le Développement et Projet Migration et Développement

**Rédaction :**  
Stephanie Deubler, Eschborn

**Conception :**  
Feckler Media, 53332 Bornheim, Allemagne

**Crédits photos :**  
Titre © SERA, flickr.com

**Renvois et liens :**

La présente publication comporte des liens ou renvois vers des sites Internet externes. Les contenus des sites externes liés relèvent de la responsabilité des fournisseurs ou hébergeurs de ces sites. Lors du premier référencement, la GIZ a vérifié si le contenu de tiers n'était pas de nature à entraîner une responsabilité civile ou pénale. Cependant, il ne saurait être raisonnablement envisagé de procéder à un contrôle permanent du contenu des sites liés en l'absence d'indices concrets de violation du droit. Si la GIZ constate ou si on lui signale qu'une offre externe pour laquelle elle a mis un lien à disposition soulève une responsabilité civile ou pénale, le lien correspondant sera immédiatement supprimé. La GIZ se démarque expressément de tels contenus.

**Matériel cartographique :**

Les représentations cartographiques ne servent qu'à des fins d'information et n'ont pas valeur de reconnaissance juridique de frontières ou de régions. La GIZ n'assume aucune garantie en ce qui concerne l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité du matériel cartographique mis à disposition. Toute responsabilité concernant des dommages ayant été provoqués, de façon directe ou indirecte, par leur utilisation est exclue.

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Sur mandat du  
Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)  
Questions politiques de déplacement et migration  
Isgard Peter  
Berlin

Eschborn, Mars 2016





Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société  
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 36 + 40	Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
53113 Bonn, Allemagne	65760 Eschborn, Allemagne
T +49 228 4460-0	T +49 61 96 79 - 0
F +49 228 4460-1766	F +49 61 96 79-80 0

E [migration@giz.de](mailto:migration@giz.de)  
I [www.giz.de/migrationdevelopment](http://www.giz.de/migrationdevelopment)

Mandaté par



Ministère fédéral de la  
Coopération économique  
et du Développement